L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°74 - Vendredi 12 octobre 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2 *Modernisation de la vie politique*

3 *Jean Auroux président du groupe*

4 *Vers un compromis social ?*

5 *A la Sécu*

6 *Brice Lalonde : la carotte, le bâton et les lunettes*

7 *La politique de la ville*

8 *Gorbatchev et la crise*

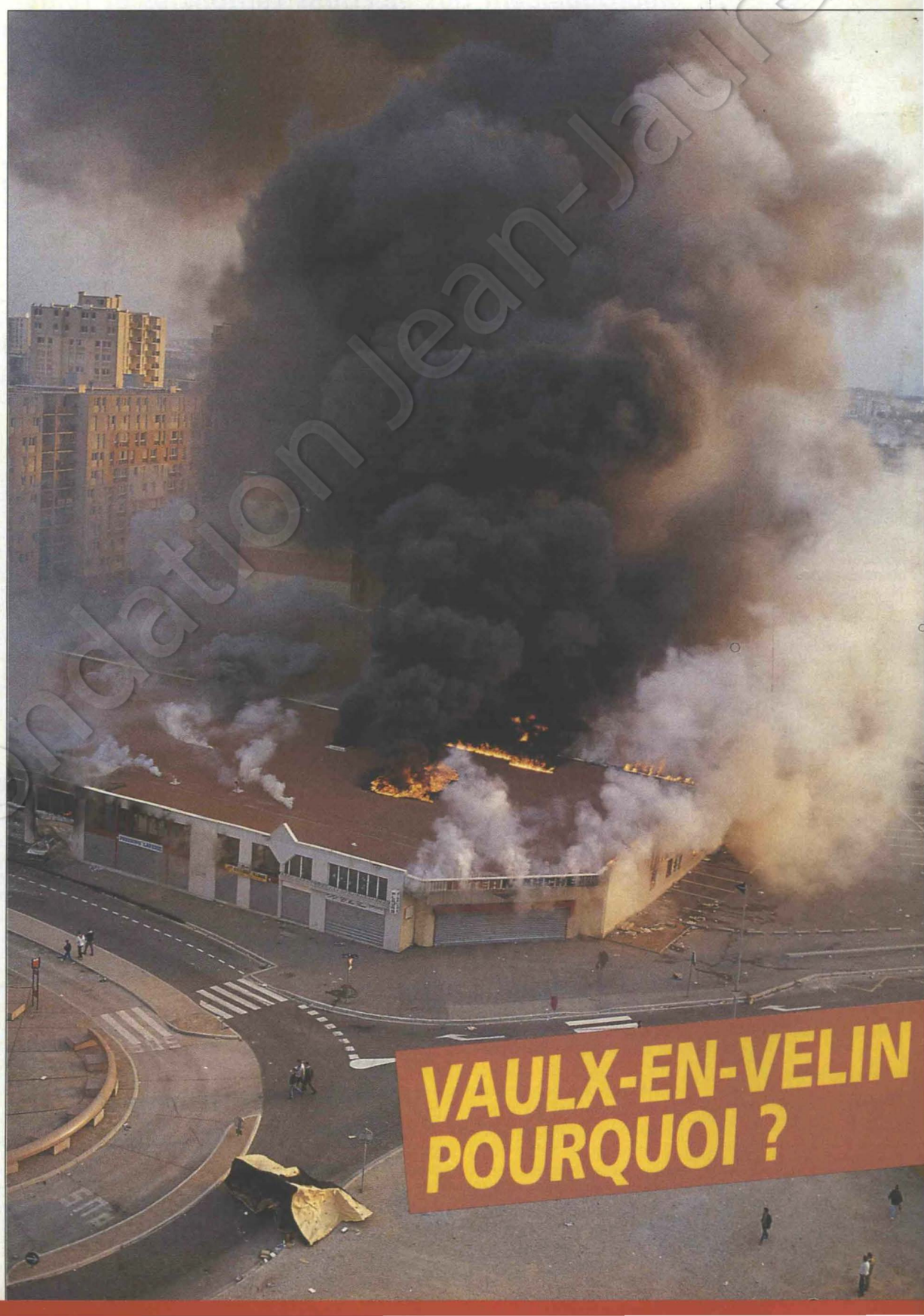
9 *Le mythe américain*

10 *498 ans après Colomb*

11 *Il y a 50 ans : le statut des juifs*

13 *Les bons lycées sont-ils les meilleurs ?*

15 *Invité : André Comte-Sponville*



VAULX-EN-VELIN POURQUOI ?

© Fondation Jean-Jaurès

POLITIQUE

Les mécanismes de la démocratie représentative

Regroupement des élections cantonales et régionales, instauration d'un statut de l'élu, réorganisation du travail parlementaire : les socialistes font des propositions pour moderniser la vie politique. Une manière de lutter contre l'abstention grandissante et de renforcer l'image des élus.



Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 45.51.47.03

Directeur de la publication : Bernard Roman

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Adjoint : Taoufik Khatib
Maquette : Flavienne Allar

Service Photo : Pascal Lebrun

Administration :
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Pyramid Conseil - Paris
Tél. 43.48.07.82

Conception graphique : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : J.F. Marin / Editing (couv) ; Michèle Daniau / AFP (p.2) ; Malie / Huron / AFP (p.7) ; AFP (p.7) ; Laski / Sipa-Press (p.8) ; Schreiber / US Press Gamma (p.8) ; Folco / Gamma (p.10) ; PUF (p.15) ; autres PL.

Ce numéro a été tiré à 278.000 exemplaires

Plus on vote, moins on vote ! En trente ans, le nombre des élections a doublé, mais les derniers scrutins ont révélé une montée du taux d'abstention qui témoigne d'une saturation du corps électoral.

Ce constat a conduit le gouvernement à élaborer un projet de loi, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et visant à grouper les élections cantonales et régionales en 1992. Si ce texte est voté par le Parlement, il instaurera également un renouvellement intégral des conseils généraux. C'est pourquoi le nouveau dispositif envisage le prolongement d'un an du mandat des conseillers généraux élus en 1985, afin de permettre le renouvellement de leur série avec celui des conseillers régionaux en mars 1992. Les élus départementaux issus du scrutin de 1988 iront normalement au terme de leurs fonctions en 1994 ; leur série sera alors renouvelée, mais seulement pour quatre ans, afin que soit mis en place en 1998 le nouveau système faisant concorder l'élection de tous les conseillers généraux et de tous les conseillers régionaux élus en 1992.

Modification du calendrier

L'adoption de ce projet de loi engendrerait une modification substantielle du calendrier dans les vingt ans à venir. Le nombre de vingt-cinq scrutins répertoriés d'ici à 2010 serait ramené à dix-neuf, six années devant être exemptes d'élection (1991, 1996, 1997, 2000, 2005, 2006) au lieu de deux dans le système actuel.

Si cette réforme a pour but de lutter contre l'abstention et, donc, de revigorer la démocratie, elle s'inscrit aussi dans le cadre d'une modernisation des institutions. En effet, le système des deux séries cantonales donnant lieu à un renouvellement partiel de l'assemblée départementale tous les trois ans est devenue désuète. "Il est temps de mettre fin à ce type de fonctionnement, car il faut placer les conseils généraux dans une perspective de durée", souligne Michel Sapin, président de la commission des Lois à l'Assemblée. La droite s'est opposée à cette réforme ? "Agitation purement politicienne, reprend Sapin. En fait, tout le monde est d'accord pour grouper les élections. Si on voulait y parvenir avant 1998, il n'y avait pas d'autre solution que de choisir la méthode proposée par le gouvernement."

La modernisation de la vie politique passe également par la mise en place d'un statut de l'élu. Marcel Debarge a rédigé deux rapports sur ce sujet, véritable serpent de mer. Récemment, il s'est entretenu avec Michel Charasse du coût d'une telle réforme. La formation, la couverture sociale, la réinsertion, la rémunération des élus qui doivent de plus en plus exercer leurs mandats à temps plein, sont les principales questions qu'il devient urgent de résoudre.

Le fonctionnement du Parlement

Le Parlement est également soucieux d'améliorer et d'adapter son fonctionnement. Laurent Fabius a proposé que l'Assemblée nationale et le Sénat siègent du 2 octobre au 30 juin au rythme de trois jours par semaine (mardi, mercredi, jeudi) en supprimant les séances de nuit. Objectifs de cette réforme : mieux répartir le temps de travail des parlementaires, lutter contre l'absentéisme et contrôler plus régulièrement l'action gouvernementale. Reste que cette réorganisation est lourde à manier. Elle suppose une révision de la Constitution. Elle pourrait prendre la forme d'un projet de loi établi par le gouvernement, qui nécessiterait la réunion de l'Assemblée et du Sénat en congrès, à Versailles. Cette réforme n'a pas encore été déposée au bureau de l'Assemblée nationale. Elle doit faire l'objet d'une concertation avec tous les groupes parlementaires. Si elle était acceptée, elle n'entrerait pas en vigueur avant la fin de la législature. Elle serait certainement positive pour le Parlement, qui a besoin de voir son rôle et son crédit renforcés.

A travers toutes ces initiatives, les socialistes s'efforcent de revaloriser l'action politique. L'opposition n'aurait rien à perdre à les soutenir dans cette tâche...

Jean-Pierre Bédéï

Le calendrier des élections

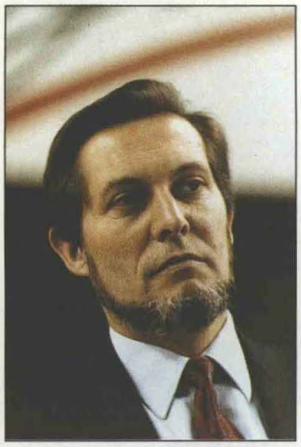
Voici le calendrier des élections prévues jusqu'en 2010 dans l'hypothèse où le projet de loi sur le groupement des scrutins cantonaux et régionaux serait adopté par le Parlement.

- 1992 : élections cantonales (moitié des conseillers généraux) et régionales groupées ;
- 1993 : élections législatives ;
- 1994 : élections européennes, élections cantonales (la seconde moitié des conseillers généraux pour un mandat de 4 ans) ;
- 1995 : élection présidentielle, élections municipales ;
- 1998 : élections législatives, élections cantonales (la totalité des conseillers généraux) et régionales groupées ;
- 1999 : élections européennes ;
- 2001 : élections municipales ;
- 2002 : élection présidentielle ;
- 2003 : élections législatives ;
- 2004 : élections européennes, élections cantonales et régionales groupées ;
- 2007 : élections municipales ;
- 2008 : élections législatives ;
- 2009 : élection présidentielle, élections européennes ;
- 2010 : élections cantonales et régionales groupées.

ASSEMBLEE NATIONALE

Jean Auroux : un esprit de rassemblement

Elu, à l'arrachée, président du groupe socialiste, Jean Auroux entend mener son action dans un esprit de "rassemblement" des socialistes et de "loyauté" à l'égard du gouvernement.



C'était une première. Jamais, jusqu'à présent, l'élection du président du groupe socialiste ne s'était déroulée à bulletin secret, une candidature de consensus réussissant toujours à se dégager et à obtenir l'aval de l'ensemble des députés. Mercredi, trois candidats se sont maintenus en lice. Après être arrivé en tête lors des deux premiers tours sans parvenir à conquérir la majorité absolue, Henri Emmanuelli s'est incliné devant Jean Auroux, député-maire de Roanne, ancien ministre du Travail, qui l'a emporté par 113 voix, contre 109 au député des Landes, 16 à Michel Coffineau ("Socialisme et République") et 4 bulletins blancs.

Incontestablement, Jean Auroux a gagné des voix en dehors du seul courant fabiusien, qui compte 93 députés. Homme de dialogue, apprécié au-delà des clivages internes du PS, il a su capter des suffrages sur son coefficient personnel. Henri Emmanuelli n'a pas fait le plein des voix de ses partisans, puisque la coalition Mauroy-Mermaz-Jospin-Rocard totalise 123 députés.

Cette élection n'a pas échappé à la logique des courants. L'axe Jospin-Rocard, dont le Premier ministre a reconnu publiquement l'existence, est mis en échec. Plus précisément, c'est la deuxième fois qu'une candidature émanant des jospinistes et présentée par Pierre Mauroy se solde par une défaite. Déjà, la présidence de la FNESR avait échappé à André Laignel au profit du rocardien Jean-Pierre Joseph. Mercredi, Henri Emmanuelli a reçu dans l'ensemble le soutien des rocardiens... mais en vain.

"Socialisme et République" a également obéi à une logique de courant visant à s'affirmer en tant que tel. Son candidat, Michel Coffineau, s'est maintenu au troisième tour pour "refuser de choisir entre deux écuries, deux clans". Reste que des membres de "Socialisme et République" ont sans doute fait pencher la balance de cette élection, puisque Michel Coffineau n'a bénéficié au troisième tour que de 16 voix sur les 22 députés de son courant.

Quant à la tendance de Laurent Fabius, qui s'était affirmée à Rennes, elle se voit renforcée par le succès de l'un des siens. Toutefois, Jean Auroux a bien pris soin de préciser : "Je serai le président du groupe tout entier et non pas d'un courant (...). J'assumerai cette responsabilité et je le ferai avec loyauté, dans un esprit de rassemblement, de tolérance et de travail, en liaison étroite avec le Parti socialiste et dans un soutien loyal, actif et fidèle au président de la République et au gouvernement de Michel Rocard (...). Je pense que les orientations qui ont finalement prévalu sont celles de l'unité et du rassemblement des socialistes après et au-delà du congrès qui nous a laissé trop de mauvais souvenirs pour que nous n'en tirions pas les conséquences d'unité aujourd'hui."

Il ne reste plus maintenant au groupe socialiste qu'à poursuivre son travail parlementaire dans une sérénité qui ne devra pas lui faire défaut pour aborder le difficile débat budgétaire.

J.-P.B.

Le projet
suite des auditions

OCTOBRE
Mardi 16 : *Jean d'Ormesson et Edgard Pisani*
Mercredi 17 : *Jean-Denis Bredin*
Jeudi 18 : *Michel Delpierre*
Lundi 22 : *Alain Finkielraut*
Mardi 23 : *Pascal Ory*
Jeudi 25 : *Marisol Touraine*
Lundi 29 : *Raoul Girardet*
NOVEMBRE
Mercredi 7 : *Georges Vedel*
Jeudi 8 : *Danièle Linhart*
Lundi 12 : *Jean-Pierre Rioux*
Mardi 13 : *Pierre Birnbaum*

Le libéralisme et ses fantasmes

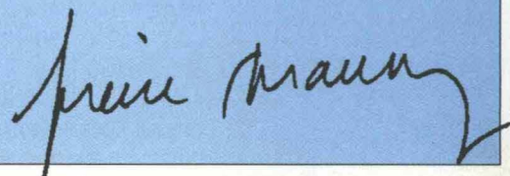
Il est des coïncidences qui prêtent parfois à sourire. Vendredi, George Bush propose un plan drastique pour sortir de l'impasse budgétaire dans laquelle il est englué. Samedi, Margaret Thatcher accepte la discipline du système monétaire européen pour sortir de la spirale inflationniste dans laquelle elle est aspirée. Et dimanche, comme incrédule, la droite a fait comme si rien ou presque ne s'était passé. "Moins d'impôts, moins d'Etat, moins de dépenses publiques", la droite a le mérite de la constance mais elle navigue sans cesse entre quatre écueils.

L'illusion idéologique : monsieur d'Ornano propose tout simplement la suppression du ministère de l'Education nationale. Quel aveu ! L'imprévoyance fiscale : la droite propose plus de 120 milliards de réduction d'impôts -par définition permanents- et les compense par des recettes de privatisations -par nature uniques. La naïveté industrielle : elle défend le démantèlement du secteur public alors même que tous nos partenaires sont, chacun à leur manière, interventionnistes. L'insouciance sociale : ses allègements fiscaux ne concernent pour l'essentiel que moins de 10% des contribuables, ses réductions de dépenses publiques privent l'éducation, la formation, le logement ou les villes des crédits indispensables.

Illusion idéologique, imprévoyance fiscale, naïveté industrielle, insouciance sociale, la droite a en définitive montré tant de difficultés à se faufiler entre ces quatre écueils qu'elle n'en a évité aucun. Cela ne doit pas nous dispenser pour autant de tracer notre voie, celle de la croissance sociale.

Maîtriser l'inflation, soutenir l'investissement et la recherche pour augmenter notre compétitivité, réduire notre déficit commercial et favoriser l'emploi en stimulant la croissance, les choix effectués en 1982-83 doivent être assumés avec fierté.

Les premiers résultats connus dans les négociations sur les bas salaires, la réforme juste du financement de la Sécurité sociale à travers la contribution sociale généralisée montrent que cette croissance peut être aussi sociale. A nous de redoubler d'ardeur en ce sens.



SOCIAL



Vers un compromis social ?



"Payer vite, payer tout et payer tous". La formule de Lionel Stoléru présentant le rapport du groupe anti-crise est belle : elle résume la doctrine gouvernementale pour faire face au "choc d'incertitude" lié à la crise du Golfe.
On peut la résumer d'un mot : flexibilité. Une flexibilité dont l'INSEE détaille les conséquences.
Les salariés apprécieront.

Tirant les leçons du passé dans un rapport rendu public le 5 octobre, le groupe anti-crise affirme d'entrée qu'il n'existe pas de politique économique passe-partout que l'on puisse appliquer mécaniquement en cas de choc externe : dans le passé, ce sont les plus rapides et les plus flexibles qui se sont le mieux tirés d'affaire.

Cette fois-ci, pour la rapidité, la France n'a pas de leçon à recevoir. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse ont tiré les premières conclusions en présentant le budget de la France dans un document remis lundi aux parlementaires. Ils vont sans doute bientôt demander aux différents ministères de geler certains crédits non utilisés en 1990. Le ralentissement de la croissance avant même cet été -0,6% au premier trimestre, 0,2% au deuxième- nécessitait de toute façon de mettre les pendules à l'heure.

Pour la flexibilité, plusieurs choix sont possibles et le groupe anti-crise propose le sien. Pour éviter à tout prix d'enclencher une spirale d'inflation, il préconise de laisser les augmentations de coût se traduire dans les prix et d'accepter un prélèvement sur les revenus des salariés et des entreprises. "Aujourd'hui, note le rapport, l'opinion semble prête à accepter les efforts nécessaires, à la double condition qu'ils soient équitablement partagés et qu'ils soient expliqués par des responsables évitant des discordances." Il faut donc arriver à "un véritable compromis social" où les droits et les devoirs de chacun soient clairement explicités. Les uns et les autres doivent donc supporter le prélèvement extérieur au prorata de leurs revenus, ce qui reviendrait à maintenir la part respective de la masse salariale et des revenus d'entreprise dans la valeur ajoutée.

Fort de ce raisonnement, le groupe anti-crise examine les conséquences d'un remplacement de l'indice des prix à la consommation -qui sert de base aux négociations salariales- par le prix du PIB qui prend plus en compte l'évolution des échanges. Si tel était le cas, l'accrochage des salaires au prix du PIB réduirait de moitié environ l'impact inflationniste du choc pétrolier, préserverait davantage l'investissement, la croissance et l'emploi sans affecter, selon les experts, la consommation des ménages de façon durable. Il va de soi, continue imperturbablement le rapport, que "ces adaptations ne devraient pas être de circonstance et devraient jouer aussi bien en cas de choc que de contre-choc pétrolier"... Parallèlement, on devrait développer des formules comme l'intéressement et la participation et encourager la distribution de revenus salariaux différés.

Quels mécanismes d'indexation salariale ?

"Ni caution ni consensus", avait demandé Michel Rocard en installant le comité anti-crise : il a été servi. Pour Alain Chupin, de la CFDT, le choix du prix du PIB "correspond à une logique économique qui a sa force" ; encore faudrait-il connaître et maîtriser suffisamment les revenus non salariaux. "Sinon, la politique des revenus n'est qu'une police des salaires". Gérard Alezard, de la CGT, évoque "l'euphémisme trompeur et inacceptable du partage social". FO rappelle que la désindexation des salaires a entraîné depuis 1983 des pertes de pouvoir d'achat de l'ordre de 0,8% par an. La CFTC, pour sa part, ne rejette pas a priori le principe d'une

CSG : "83% des salariés

De semaine en semaine, le profil de la contribution sociale généralisée se précise.

Son but n'est pas d'augmenter les ressources de la Sécurité sociale, mais de les réunir de façon plus juste. On va supprimer un ancien impôt, le prélèvement de 0,4% sur les revenus imposables, instauré en 1987, et diminuer certaines cotisations sociales, soit 37,5 milliards qui ne seront plus demandés aux Français. La CSG exigera un effort équivalent, mais réparti différemment.

Alors que les revenus du patrimoine ne participaient quasiment pas jusqu'ici au financement de la protection sociale, ils seront soumis à la CSG, avec un taux de 1,1%. Mais ceux qui proviennent de l'épargne populaire (livret A, Codevi, LEP...) sont exonérés.

Seuls paieront la CSG les retraités qui sont imposables sur le revenu et les chômeurs dont l'allocation chômage est supérieure au SMIC. Ainsi, 92% des chômeurs et 45% des retraités seront exonérés de la CSG. Ceux qui acquittaient déjà le 0,4% bénéficieront de sa suppression.

Pour les salariés, la cotisation d'assurance vieillesse sera allégée de 1,1% et une remise de cotisation de 42 F sera accordée à chaque salarié cotisant. Ainsi, la mise en place de la CSG se traduira par un gain annuel de 500 F pour un salarié à revenu moyen. Le gain sera décroissant avec le salaire, mais restera positif jusqu'à 10.000 F bruts. 83%, c'est plus de 14 millions de salariés qui gagnent moins de 18.000 F.

• Un salarié célibataire payé au SMIC verra son salaire annuel augmenter de 504 F après application de la CSG.

• Un couple de salariés payés au SMIC verra son salaire annuel augmenter de 1.008 F après application de la CSG.

Travaux au Parlement

Trois débats de poids (sans vote) cette semaine à l'Assemblée nationale : après l'environnement, le 9 octobre (voir page 6), les députés se sont intéressés à l'Europe et à l'agriculture.

• Mercredi 10 octobre : quel contrôle démocratique pour l'Europe communautaire ?

Proposé par Laurent Fabius, ce débat sur les institutions communautaires a porté sur les rôles respectifs des législatifs et exécutifs nationaux et européens, sur les rapports entre le Conseil, la Commission, le Parlement européen et les parlements nationaux. Un débroussaillage salutaire dans la perspective de la conférence des parlements nationaux (en novembre) et de la conférence intergouvernementale sur l'union politique (en décembre).

• Jeudi 11 octobre

Les agriculteurs ont fait entendre leurs revendications suffisamment fort pour que les sénateurs (le 9 octobre), puis les députés, décident de se pencher sur leur malaise.

- Plan Nallet du mois de septembre, dimension européenne (PAC et négociations GATT) et beaucoup d'interrogations pour l'avenir : quelle solidarité, quel traitement pour les futurs milliers de retraités, quid de la pluriactivité, du rôle des agriculteurs dans l'environnement, du développement du secteur agroalimentaire ?

Archives Jean Jaurès

liaison entre la politique salariale et l'évolution du PIB, mais elle demande que des contreparties soient accordées aux salariés. Quant à Claude Cambus, de la CGC, il rejette toute référence à l'indice PIB : elle serait "illisible" pour les salariés.

Et pourtant ! Le 9 octobre paraît une étude de l'INSEE sur les conséquences pour l'économie française d'une hausse durable du prix du pétrole de 50%, avec un baril entre 30 et 35 dollars et non à 25 comme le gouvernement en a fait l'hypothèse pour établir le budget. En l'absence de toute modification de la politique économique et budgétaire, et si les prix évoluent comme ils ont évolué depuis vingt ans (plus que l'inflation), on enregistrerait en cinq ans une baisse de 160.000 emplois par rapport à ce qu'on aurait pu attendre.

Si l'on veut contrer le choc pétrolier et donner la priorité à la préservation des potentialités de croissance à moyen terme, "l'évolution des revenus et en particulier le partage salaires-profits jouent un rôle essentiel". Et l'INSEE de construire deux scénarios de flexibilité salariale.

Dans le premier scénario, les salaires ne sont plus indexés sur l'évolution des prix à la consommation qui continueront, eux, à intégrer la hausse du prix de l'énergie. Les hausses de salaire ne tiendraient pas compte du supplément d'inflation dû au renchérissement de l'énergie. C'est exactement ce que propose le groupe anti-crise : accrocher l'évolution des salaires au prix du PIB. On enregistrerait alors des pertes d'emploi de l'ordre de 110.000 postes, et les ménages verraient leur consommation baisser de 0,1 à 0,5 point.

Dans le second scénario, les salaires continuent à être désindéxés de 0,7% par rapport aux prix à la consommation. Pourquoi 0,7% ? Parce que c'est ce que l'on observe en moyenne depuis cinq ans. L'effet sur l'emploi est net : une désindexation efface pratiquement les conséquences de la hausse du prix du pétrole et de la crise du Golfe. Mais les ménages voient leur consommation baisser d'un point.

Autrement dit, mais les experts de l'INSEE se gardent bien de le dire, une certaine continuation de la politique de rigueur serait la meilleure façon d'effacer le choc pétrolier. Les syndicats, et les salariés, seront-ils d'accord ?

Monique Grima

y gagneront"

• Un employé célibataire payé 7.500 F par mois verra son salaire annuel augmenter de 504 F après application de la CSG. Compte tenu de la suppression du prélèvement exceptionnel de 0,4%, son revenu après impôt augmentera de 708 F.

• Un couple de cadres moyens gagnant chacun 10.000 F par mois verra son salaire augmenter de 1.008 F (504 F X 2) après application de la CSG. Compte tenu de la suppression du prélèvement exceptionnel de 0,4%, son revenu après impôt augmentera de 1.560 F.

• Un célibataire gagnant 40.000 F bruts par mois verra son salaire annuel baisser de 3.324 F après application de la CSG. Compte tenu de la suppression du prélèvement exceptionnel de 0,4%, le revenu après impôt baissera de 2.196 F.

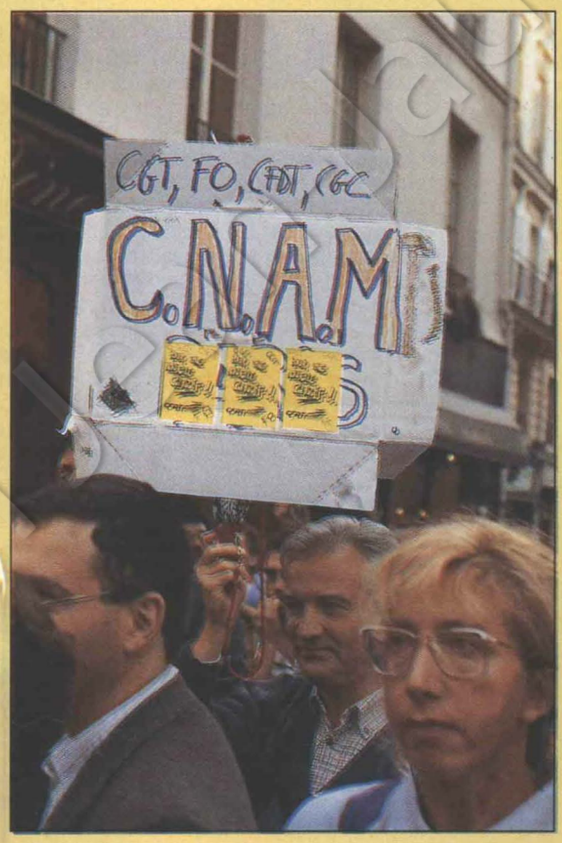
Effet sur les revenus salariaux de la CSG

Salaires bruts mensuels	Effet feuille de paye annuel		Effet feuille de paye + suppression du 0,4% annuel	
5.286 F	504 F	+ 0,97%	504 F	+ 0,97%
7.500 F	504 F	+ 0,68%	708 F	+ 0,96%
10.000 F	504 F	+ 0,51%	780 F	+ 0,79%
12.500 F	312 F	+ 0,25%	648 F	+ 0,52%
15.000 F	- 24 F	- 0,02%	384 F	+ 0,26%
20.000 F	- 684 F	- 0,34%	- 132 F	- 0,06%
30.000 F	- 2.004 F	- 0,66%	- 1.164 F	- 0,38%
40.000 F	- 3.324 F	- 0,81%	- 2.196 F	- 0,54%

NB. Les effets sont cumulatifs pour un couple de salariés : ainsi, un couple d'instituteurs, gagnant chacun 7.500 F, aura un gain annuel de 1.008 F (504 F X 2) ; en tenant compte de la suppression du 0,4%, le gain sera de 1.416 F.

Sécurité sociale les grévistes otages

Les salariés de la Caisse primaire d'assurance maladie d'Evry doivent être un peu amers... malgré le soutien que leur accordent les cinq fédérations de salariés de la protection sociale : après une première journée de grève nationale, le 27 septembre, tout le monde remettra ça le mardi 16 octobre. Mais eux, que deviennent-ils dans cette escalade ?



Leur mouvement, à l'origine, avait des causes très locales. Ils sont en grève depuis plusieurs mois pour dénoncer la politique de leur direction qui, tout en leur faisant faire des bonds de productivité, diminuait leur pouvoir d'achat de 10% depuis 1983 : avec une grille qui date de 1973, la plupart des salariés de la caisse d'Evry n'ont plus aucune possibilité de promotion interne alors que leur caisse est parmi les plus modernes de France. Mais déjà, avec la décision de l'UCANSS d'augmenter les salaires de tous les employés de la Sécurité sociale plus fortement que la norme décidée par le gouvernement pour cette année, et la décision du gouvernement de ne pas accepter cette décision, leurs revendications spécifiques sont passées à la trappe... La nomination d'un médiateur, qui aurait dû débloquer la situation, n'a pas fait avancer leurs dossiers. Jean Lavergne, en effet, s'est plus préoccupé d'essayer de démêler l'imbroglio posé par la composition du conseil d'administration de leur employeur, l'UCANSS, que de répondre aux revendications des salariés. Il propose de revenir au paritarisme et d'accorder trois sièges supplémentaires au patronat, ce qui ne fait pas très plaisir aux organisations syndicales.

La situation est d'autant plus bloquée que les syndicats, hostiles à la CSG, veulent se servir des bataillons de la Sécurité sociale pour la torpiller. Peut-être un nouvel élément va-t-il enfin calmer un peu le jeu : il est intervenu vendredi dernier à l'Assemblée nationale quand les députés ont adopté en première lecture un projet de loi sur les conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale. Sommes-nous loin de notre sujet ? Pas du tout ! La majorité des syndicats avaient obtenu avant l'été que soit repoussée jusqu'en 1983 la date des prochaines élections à la Sécu : ils préféraient ne pas entamer de campagne électorale dans un contexte difficile, et propice à toutes les surenchères. Mais que faire en attendant ? Les députés ont voté que, lorsque le mandat des actuels représentants syndicaux viendrait à expiration, en mars 1991, les organisations syndicales désigneraient elles-mêmes leurs représentants en fonction du nombre de sièges qu'elles avaient obtenu en 1983, lors des dernières élections.

En attendant que ces joutes qui les dépassent trouvent une solution, les grévistes d'Evry continuent leur mouvement. Plus d'un million et demi de dossiers sont bloqués dans le département de l'Essonne. Ils concernent parfois des assurés sociaux en situation délicate qui, soit interrompent des traitements médicaux, soit les diffèrent ou attendent les remboursements pour faire face aux frais de la vie quotidienne. Sollicité, le fisc a bien voulu accorder un rééchelonnement... mais avec la pénalité de 10%.

Pendant ce temps, dans les trois blanchisseries qui fournissent la plus grande partie du linge propre des hôpitaux de Paris, des agents de l'Assistance publique font grève pour obtenir un statut d'ouvrier d'Etat prenant en compte leur spécificité, leur qualification, ainsi que les augmentations de salaire en découlant. Qui s'en soucie ?



ECOLOGIE

Il faut la carotte, le bâton et les lunettes

Les principales propositions du plan Vert*

LES MOYENS
- Constitution d'un ministère de l'Environnement plus important ayant ses propres services.
- Création d'une police polyvalente de la nature.
- Création d'un institut français de l'Environnement.
- Organisation de filières de formation technique.
- Création, au sein de l'administration, d'un corps d'inspecteurs de l'environnement.
- Création d'un fonds d'intervention pour le partenariat écologique financé par des taxes sur les granulats, l'affichage ou la circulation sur les autoroutes.
- Extension du principe pollueur-payeur aux déchets, au bruit, aux nitrates et aux polluants responsables de l'effet de serre.
- Triplement en 5 ans du budget du ministère. Les dépenses de la nation consacrées à l'environnement devraient passer de 80 milliards en 1990 à 115 en 1995 et 155 en l'an 2000.

ET LES METHODES
- Elaborer un code de l'environnement.
- Aggraver les sanctions contre la délinquance écologique.
- Confier aux régions des compétences sur la politique du paysage.
- Lancer d'ici à 5 ans 500 plans communaux ou intercommunaux d'environnement.
- Mettre en place progressivement une fiscalité écologique.
- Rendre obligatoire pour les grandes entreprises la réalisation de bilans écologiques.

* On peut se procurer le plan Vert dans les kiosques 30 F.

L'eau, l'air, le paysage... Autant d'éléments que les Français intègrent peu à peu dans leurs préoccupations. En présentant son plan Vert à l'Assemblée, Brice Lalonde, ministre de l'Environnement a prévenu : l'écologie a un coût.

"*Vendredi*". De secrétaire d'Etat, vous êtes devenu ministre, pourquoi faut-il un grand ministère de l'Environnement ?



Brice Lalonde. Parce qu'il y en a marre. La demande de sécurité écologique est très forte. Qui garantit la non-radio-activité des décharges, un débroussaillage correct ou le respect du littoral ? Le souci des générations futures, l'environnement, les mécanismes à introduire dans une économie de marché par définition aveugle, sont une des tâches fondamentales de l'Etat moderne. Ce ministère ne saurait être durablement celui des contraintes sans jamais être celui de l'incitation. Concrètement, un tel grand ministère implique un rassemblement d'administrations et de services autour du pôle environnement. Cela se traduit en termes de statut, de pouvoir, de compétences, de personnel, de moyens. Nous ne cessons ici d'être appelés au secours pour intervenir dans tous les domaines de l'action publique sans avoir les outils nécessaires. Politiquement, c'est intenable.

Quel financement pour ce plan Vert ?

Nous prévoyons trois grandes sources : l'Etat, donc le contribuable pour les tâches telles que la recherche, la police écologique ; l'usager, lorsqu'il s'agit d'un service qui doit être payé au juste prix, l'eau par exemple ; enfin, le pollueur, selon le principe pollueur-payeur. Les prix doivent dire la vérité. Or, la comptabilité écologique n'existe pas et la comptabilité économique ne prend pas en compte les dégats écologiques et le long terme. Il faut rétablir la vérité des prix. Ainsi, il va falloir taxer un sac plastique afin que le coût de son recyclage, de sa destruction soit inclus dans son prix. Autre exemple, le bruit, une des pollutions les plus graves pour la vie quotidienne. Il fait la différence entre une vie réussie et une vie ratée. Ce sont toujours les mêmes qui souffrent du bruit, ceux qui sont près de l'autoroute, de l'aérodrome... Il faut que chaque nouvel objet circulant soit silencieux. Le TGV est extraordinaire mais il paraît qu'il ronronne la nuit : la vitesse d'abord, le reste on s'en moque, ce n'est pas normal. Il ne faut pas laisser s'installer de nouvelles inégalités écologiques. Pour moi, l'écologie est un revenu en nature. Les Français ont droit à l'eau propre sinon, ils doivent acheter de l'eau minérale, 200 fois plus cher. Ils ont droit au silence sinon, ils utilisent des tranquillisants.

Votre plan propose une réforme administrative avec la création de directions régionales. Comment interfère dans ce projet le groupement des trois agences de l'air, des déchets et de la maîtrise de l'énergie, présenté au conseil des ministres ?

Il faut la carotte, le bâton et les lunettes. La carotte correspond aux incitations financières, aux conseils techniques, c'est le rôle des agences ; le bâton, c'est l'administration, le respect de la loi, la police de l'environnement... sous le contrôle du Parlement et de la justice ; les lunettes, c'est l'évaluation de la politique publique, ce sera le travail de l'Institut. Je travaille sur ces trois piliers. Il n'y a pas un élu qui ne me dise : "Vous n'avez pas d'administration sur le terrain, je ne sais pas à qui m'adresser lorsque j'ai un problème d'environnement". Ils s'y perdent entre la DDE, la DDA... Résultat, on demande des compétences et des hommes au hasard. La réorganisation passe donc par le renforcement des services régionaux, avec un pôle industriel et un pôle nature. Le niveau départemental est encore en discussion. Je plaide pour, qu'à terme, il y ait un seul service extérieur de l'Etat dans les départements, avec des ingénieurs polyvalents. Ce serait une révolution, mais nous n'en sommes pas là ! Sinon, il faudra un service environnement départemental.

Avez-vous l'impression que le souci de l'écologie est profond ou est-ce seulement un engouement, êtes-vous pris au sérieux ?

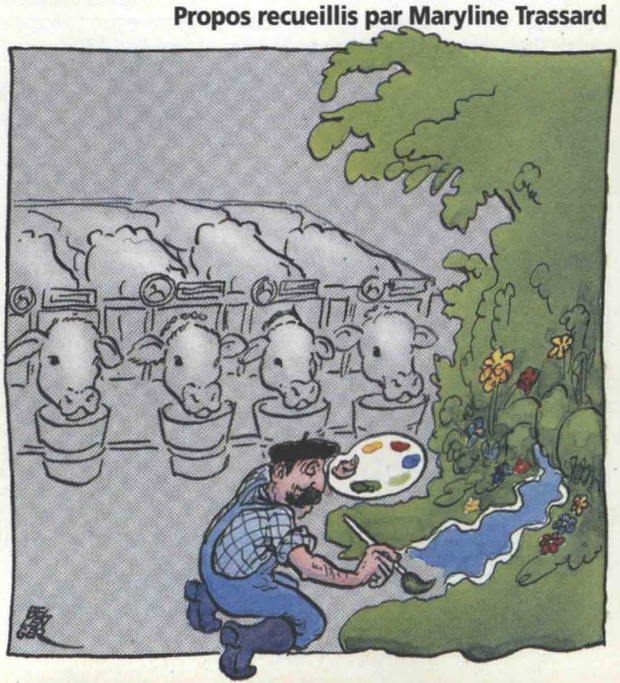
L'écologie commence à être prise au sérieux mais davantage par l'administration centrale que localement. Quant à la sensibilisation des citoyens, c'est plutôt un phénomène urbain. Il faut l'étendre mais faire attention à ne pas verser dans l'impérialisme écologiste. Chacun a sa relation à la nature. Il n'y a pas de morale unique, il existe des traditions locales, c'est vrai par exemple pour la chasse. Mais nous entrons dans l'ère du monde fini, c'est la fin de l'expansion, nous sommes condamnés à grouiller sur la même planète. Il n'y en a qu'une, il faut donc faire attention. De plus, le développement économique moderne est désormais fondé sur la qualité écologique. Les Français ne savent pas, au contraire de leurs voisins allemands, faire de l'écologie à grande échelle, de manière industrielle. Si nous n'y prenons garde, nous aurons du mal à vendre nos produits. Les problèmes écologiques sont là pour longtemps. Le débat sur l'environnement qui a eu lieu à l'Assemblée doit être le point de départ d'une nouvelle étape.

De nombreux socialistes se sont émus de ce que vous considériez que "le Parti socialiste est un courant comme un autre de la majorité présidentielle". Ne surestimez-vous pas votre rôle au sein de cette majorité ? N'est-ce pas, pourtant, sur les militants socialistes que vous comptez pour faire les campagnes et animer les meetings ?

Le respect des minorités est la marque de la démocratie. Je veux démontrer aux Français que l'alliance des écologistes avec les socialistes est utile pour l'environnement et, plus encore, que la synthèse entre le socialisme historique et l'écologie est le moteur des sociétés modernes. Vous avez raison de me rappeler à la modestie, mais vous auriez tort de sous-estimer la richesse et le potentiel des valeurs écologistes.

Ce que je fais est ma contribution à la majorité présidentielle. Je suis un allié loyal, mais libre et, croyez-moi, il y aura bien des campagnes communes entre écologistes et socialistes !

Propos recueillis par Maryline Trassard



Vaulx-en-Velin : la politique de la ville en question ?

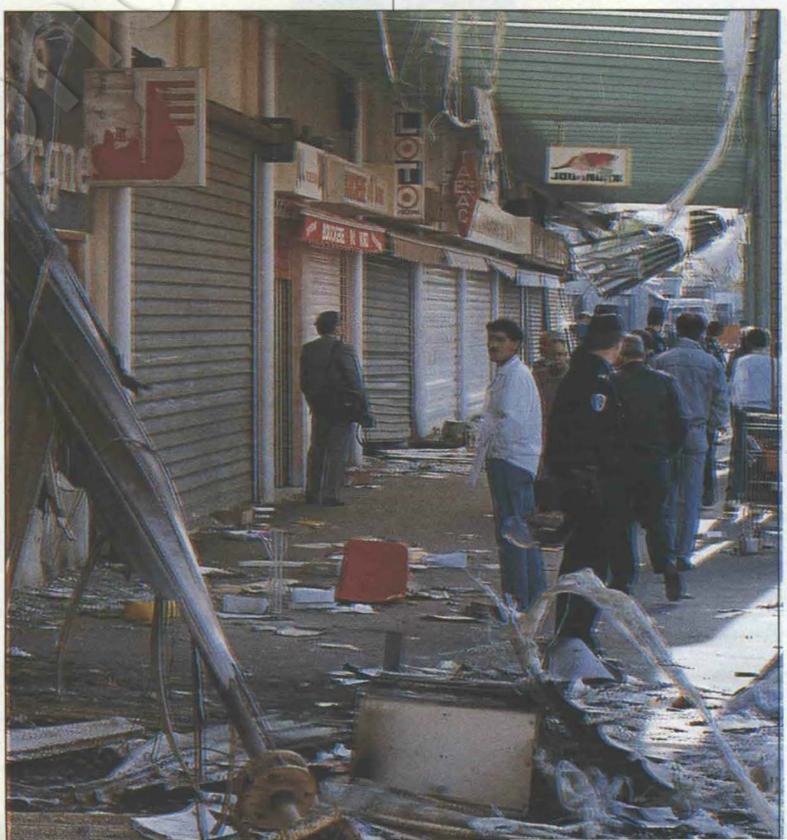


Dix ans après l'été chaud de Vénissieux, les événements de Vaulx-en-Velin révèlent que le malaise de nos cités sera plus difficile à guérir qu'on ne l'avait cru. Eléments d'analyse d'une situation qui déroute bien des responsables.

D'abord les images : figures de jeunes en colère, geste du lanceur de pierres, fluorescence des grenades lacrymogènes, montées en ligne des forces de l'ordre, voitures brûlées, magasins éventrés, pas de charges et courses folles. Triste ballet de guérilla urbaine qui évoque d'autres temps, d'autres lieux : mai 68, Belfast ou Jérusalem. Plus effrayante encore parce qu'inédite sous nos cieux, cette destruction d'un centre commercial, temple de nos consommations, avec son parfum de townships, d'houliganisme thatchérien. Et, avec elles, tout le cortège de nos peurs : que l'étincelle de la frustration et de la révolte mette le feu à la plaine, que les banlieues s'embrasent, que les fractures s'amplifient.

Ensuite les questions : Vénissieux 1981- Vaulx-en-Velin 1990. Que des incidents de cette gravité surviennent dans cette région lyonnaise qu'on avait cru apaisée, où l'on a fait tant d'efforts, avec tant d'évidente bonne volonté, amène-t-il à des révisions déchirantes ? Mettent-ils en cause la politique de la ville, du développement social urbain ? Ou faut-il continuer plus vite, plus fort, avec plus de moyens ? La présence d'un DSQ (développement social des quartiers), précisément dans le quartier du Mas-du-Taureau de Vaulx, remue un peu plus le couteau dans la plaie. "Le processus est inégal, mais il était engagé à Vaulx-en-Velin", reconnait Yves Dauge, responsable de la DIV (Délégation interministérielle à la ville). Responsable de la lutte contre l'exclusion qu'ont générée nos villes-champignons, il a beau jeu de dire que les quartiers choisis sont justement ceux où l'on a repéré des tensions. Compris dans les 400 quartiers à traiter, Vaulx-en-Velin, où la réhabilitation allait bon train -on venait d'inaugurer avec fierté un mur d'escalade destiné précisément aux jeunes- ne faisait pourtant plus partie des 60 lieux jugés prioritaires.

Enfin, le désarroi : mises à part les basses polémiques politiciennes de tous bords, jeunes RPR et LCR s'accordant pour accuser le gouvernement, et les relents suspects d'une extrême droite trop contente d'attiser le feu -"Présent" parle du DSQ comme d'un "ghetto subventionné" et Le Pen joue un peu trop à "je vous l'avais bien dit" pour être honnête- l'embarras gagne tous les acteurs politiques et sociaux qui se sont penchés sur cette question. "Tout le monde est atterré après ce qui s'est passé au Mas-du-Taureau parce que, là précisément, nous avions entrepris une œuvre de rénovation et de prévention qui commençait à porter ses fruits", constate Jocelyne Béard, chargée de mission pour la rénovation à Vaulx-en-Velin. Des hommes politiques nationaux aux éducateurs, des élus locaux aux responsables de l'insertion des jeunes, tous inquiets que ce déchaînement de violence ne vienne mettre en question ou ne dévoie les efforts et les progrès constatés ici et ailleurs. "La mairie d'union de la gauche, dirigée par un proche de Fiterman, avait entrepris un travail en profondeur pour réhabiliter ce quartier et un travail social avait été mené avec les associations et le mouvement sportif", remarque le député de la circonscription, Jean-Jack Queyranne. Reste un silence lourd : celui des policiers. Les communiqués des syndicats FO et CGT s'en tiennent à un registre classique de défense corporatiste ou d'opposition gouvernementale, sans rapport avec le problème de société posé. Hélas, aucun Bernard Deleplace n'aura cette fois tenté de combler le fossé creusé entre la police et la fraction de la jeunesse qui se sent la plus marginalisée.



Le point de départ

Il semble bien que, quelles que soient les circonstances de l'accident fortuit ou provoqué, qui a coûté la vie à Thomas Claudio, dont seuls pourront nous assurer les résultats de l'autopsie et de l'enquête, l'attitude "tatillonne" de la police locale ait joué un rôle important dans les réactions de la jeunesse de la cité. Un contentieux existait avec la police, les jeunes se plaignant d'être régulièrement contrôlés, suivis, voire traqués. Le compte des victimes de bavures dans la région circulait. C'est dans ce climat de suspicion que s'est produite la chute mortelle de moto qui a mis le feu aux poudres. Cette situation met en relief une des insuffisances qui a anihilé le travail en profondeur des élus et des animateurs sociaux dont beaucoup de témoins ont pu rapporter qu'il n'était pas contesté même par les jeunes en colère : la difficulté de sortir de leurs routines et de leurs procédures certains services publics et la police, est certainement ce qui est le plus difficile à faire admettre à la jeunesse. Gilbert Bonnemaison souligne que "s'il y a eu des progrès de fait dans la formation, il n'y a pas de comportement égal, pas plus de la police que de l'ensemble des citoyens." Maladresse ou volonté, au développement social du quartier, il manquait ce partenaire important qu'est la police.

L'ampleur des dégâts pose toutefois d'autres questions que celle des rapports de la jeunesse des banlieues avec la police. "Celle de l'aptitude de la société à entrer en communication avec les exclus", comme l'analyse Yves Dauge, "et particulièrement avec ces 15-25 ans qui sont à une époque de la vie où leur énergie ne débouche sur aucun projet individuel et collectif". La population du Mas-du-Taureau compte près de moitié de moins de 20 ans, et 17% de chômeurs. Vaulx-en-Vexin est une ville de 45.000 habitants sans le moindre lycée. Pauvreté, difficultés de vie et d'insertion sociale, chômage : la réhabilitation des locaux et l'attention portée à l'environnement ou aux loisirs ne peuvent suffire à leur porter remède, même s'ils ne sauraient être négligés.

Et maintenant ?

La gravité des faits, la brèche que la violence offre aux manipulateurs et aux provocateurs de toute sorte, impliquent que des enseignements soient le plus profondément et le plus rapidement tirés. "Priorité absolue aux problèmes de la ville", pour Roland Castro, qui dénonce certains excès de la décentralisation et réclame un ministère de la ville ; "plan d'urgence pour les banlieues", demandé par Harlem Désir : faut-il inventer d'autres structures ou mettre en place d'autres méthodes ? Faut-il consacrer davantage de moyens ? Yves Dauge en doute et rappelle que, depuis la création de la DIV, "les moyens ont été multipliés par cent : 500 millions pour les DSQ, 110 pour la prévention, avec l'apport des collectivités locales, cela représente plus de deux milliards hors réhabilitation. Ce volume d'investissement est à la limite de ce qui peut être efficacement et intelligemment consommé." L'urgence, en tout cas, apparaît, d'intensifier les actions, de traiter les problèmes non seulement à l'échelle du quartier mais de l'agglomération, de bousculer les hiérarchies, les routines, les technocraties, les cloisonnements. Rude tâche que de briser les écrans de la société. Mais probablemement seule en mesure d'éviter que des événements "aussi détestables" que ceux de Vaulx-en-Velin ne se multiplient.

Bernard Chaouat



500 JOURS POUR REUSSIR ?

Le plan anti-crise de Mikhaïl Gorbatchev

Bus et camions réquisitionnés, soldats aux champs, élus municipaux de Moscou, maire en tête, montrant l'exemple à des administrés sceptiques : le centre nerveux de la sixième partie du monde est engagé dans un véritable défi pour prévenir une... pénurie de pommes de terre aux conséquences imprévisibles.

Il y a quelques semaines, la capitale de l'URSS a failli manquer de pain. Depuis des mois, y trouver un paquet de cigarettes tient de l'exploit. Dans ce pays, le marché noir ronge un corps social épuisé et exaspéré.

Révélée par la glasnost, aggravée par une transition interminable d'un système à un autre, l'appareil de production et de distribution de ce pays immense est entré dans une crise à la dimension d'un continent. Gigantesque, irrationnelle, elle n'épargne aucune région, frappe toutes les branches d'une industrie qui, jour après jour, découvre les retards accumulés, en particulier dans les secteurs de pointe. L'hiver risque d'être rude : la production du premier producteur mondial de pétrole stagne ; pire, elle est menacée d'effondrement. Les bassins houillers sont paralysés par la vétusté des équipements et le mécontentement des mineurs ; les centrales nucléaires sont en sursis : on n'en finit pas de faire le sinistre bilan de Tchernobyl. L'appareil de production est usé et obsolète, les transports saturés et à bout de souffle : chaque pénurie est l'occasion de constater la vétusté des installations industrielles, les méthodes ubuesques des organismes de planification, irresponsables et incompétents. Le commerce extérieur est à l'aune de ce marasme : déficitaire depuis déjà quelques années, il affiche la structure d'un pays très moyennement développé.

Les mythes les mieux établis volent en éclat, révélant les stigmates d'une société profondément atteinte : l'irruption de la pauvreté sur un front social qui s'était cru épargné pendant des décennies grâce aux vertus magiques du "socialisme réel" est brutale et traumatisante. Des dizaines de millions de citoyens (50, 60 ?) retraités, familles nombreuses, mais aussi salariés, survivent au-dessous du seuil de pauvreté. Le système de santé, confronté à une pénurie permanente de médicaments et de.... seringues, crie misère. Que dire de la pollution ? Le système soviétique avait engagé un véritable bras de fer avec la nature. Ses conséquences sont dramatiques : nuages toxiques, rivières transformées en égouts, mer d'Aral (Asie centrale) en voie de devenir une nouvelle mer Morte au sein d'une région sacrifiée à la monoculture du coton.

Chacun s'accorde : il faut un remède énergique à base de marché

En effet, cet ensemble, qui affirmait avoir définitivement liquidé les déséquilibres régionaux les plus criants, doit s'avouer aujourd'hui une vérité amère et souvent dramatique : il est décidément traversé par l'axe Nord-Sud. Les disparités de développement et de niveau de vie entre républiques sont énormes, encore accentuées par une crise qui frappe cruellement les plus pauvres : en Asie centrale, le revenu par tête est de trois à quatre fois plus bas que dans la partie européenne. Même dans la partie la plus riche de l'Union, des régions entières, en particulier la Russie centrale, meurent à petit feu victimes non seulement d'un exode rural aggravé par des conditions de vie à la limite du supportable, mais aussi d'une politique qui a sacrifié les villes petites et moyennes. Après des années de dépenses somptuaires, les grandes métropoles ne sont guère mieux loties ; Moscou et Leningrad alignent des façades lépreuses, ne comptant plus les nids de poule dans des avenues parcourues par des autobus poussifs et bondés.

Aujourd'hui, chacun s'accorde sur le diagnostic : un remède énergique à base de marché doit être administré d'urgence au patient. Il en va de sa survie. Mais les avis divergent sur la posologie. La mise en place d'un "marché socialiste" ? Beaucoup en doutent, l'économie soviétique n'ayant plus les moyens d'innover. Seule l'immersion immédiate dans les mécanismes du marché peut empêcher le pire. Après des mois de discussions et d'atermoiements, le plan Chataline semble enfin susciter un large consensus, malgré les réticences du Premier ministre, Nicolas Ryjkov, et de nombre de responsables de l'appareil. En 500 jours, l'URSS doit entrer dans l'économie de marché en mettant en place une série de mécanismes fondés sur les privatisations : une très large décentralisation républicaine et régionale (priorité est donnée aux républiques sur le pouvoir fédéral dans le plan initial, mais Moscou lui préfère une variante privilégiant

Elections en Autriche : nette victoire des sociaux-démocrates

Les sociaux-démocrates du SPO, que l'on disait menacés, ont remporté dimanche une éclatante victoire électorale. Pour leur chef de file, le chancelier Vranitsky, il s'agit d'un indéniable succès personnel. Seule ombre au tableau : la percée de l'extrême droite.



▲ *Franz Vranitzky*

A la veille des élections législatives autrichiennes, les sociaux-démocrates avaient tout lieu d'être inquiets. Déstabilisés par plusieurs scandales (1), leur parti était en baisse dans les sondages et ne semblait pas en mesure de renverser la situation. C'est pourtant ce qui s'est passé le 7 octobre : avec plus de 43% des voix, le SPO confirme son score de 1986 et reste, de loin, la première force du pays.

Mais ce succès est avant tout celui de Franz Vranitsky. Fort d'une popularité sans égale en Autriche, le chancelier sortant n'a pas été atteint par les multiples remous de la vie politique et est constamment resté aux yeux de la population le meilleur garant de la prospérité du pays et de son image sur le plan international (il était crédité, au mois de septembre, de 70% d'opinions favorables, contre seulement 16% à son adversaire conservateur). Conscients de cet avantage, les sociaux-démocrates ont tout misé sur "l'effet Vranitsky", insistant sur la compétence et l'intégrité de leur chef de file, choix qui s'est avéré payant.

La grande coalition entre SPO et OVP (Parti conservateur) a désormais de grandes chances d'être reconduite sous la direction de Franz Vranitsky, même si quelques réticences se font jour chez les conservateurs, qui craignent d'avoir à subir une trop forte domination sociale-démocrate.

Même si l'on n'a pas assisté au raz-de-marée redouté, la montée du Parti "libéral" nationaliste et xénophobe de Jorg Haider, chef du gouvernement de Carinthie (l'un des 9 länder autrichiens), constitue un facteur préoccupant. Avec 16,6% des suffrages, le FPO enregistre une augmentation de presque 7% et double pratiquement sa représentation parlementaire. En dépit de la bonne santé économique de l'Autriche, la campagne des "libéraux", axée essentiellement sur la critique des deux partis au pouvoir, qualifiés de corrompus et rétrogrades, et sur la peur qu'inspire chez certains l'afflux massif de réfugiés d'Europe centrale, a porté ses fruits. Le renforcement du FPO pourrait, à terme, modifier le paysage politique autrichien. A brève échéance, il constitue une menace directe pour les conservateurs de l'OVP.

L'OVP apparaît aujourd'hui comme le grand perdant du scrutin. N'obtenant qu'un peu plus de 32%, il réalise son plus mauvais score depuis 1945. Cet échec s'explique en partie par le faible charisme de son chef de file, le vice-chancelier Josef Riegler. Il est également la conséquence directe de la poussée de l'extrême droite, le FPO ayant récupéré un nombre important d'électeurs traditionnels de l'OVP.

La débâcle de l'OVP montre en outre que la regrettable initiative de Kurt Waldheim, qui avait fait libérer les otages autrichiens retenus en Irak en allant cautionner la politique de Saddam Hussein, n'eut pas, auprès des électeurs conservateurs, un écho aussi favorable qu'on voulut bien le dire.

Joël Bianco

(1) Le SPO avait été notamment secoué par l'inculpation, début septembre, de l'ancien chancelier socialiste Fred Sinowatz et de deux anciens ministres, tous trois impliqués dans une affaire de vente illégale d'armes à l'Iran, à l'époque où ce pays était en guerre contre l'Irak.

Paradis et enfer : le mythe de l'Amérique

Après le refus de la Chambre des représentants de voter le budget de l'administration Bush, les Etats-Unis se sont trouvés en cessation de paiement. 32 millions d'Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté, des services publics dégradés et presque aucune protection sociale. Et pourtant, le taux d'immigration reste élevé et le mythe américain très vivace.

America, America ! Le cri surgi de la poitrine du jeune Grec du film d'Elia Kazan retentit toujours à travers le monde. Espoir ou imprécation, les opprimés sanctifient ou maudissent l'Amérique avec la même conviction. Pour les uns, les Albanais par exemple, juste sortis de leur ghetto national, les Etats-Unis représentent une Terre promise ; pour les autres, Palestiniens ou Algériens, elle est plus que jamais, à travers la crise du Golfe, le Grand Satan dont il faut tenter l'exorcisme. Paradis ou enfer, ténèbres ou jardin d'Eden, Diable ou Bon Dieu, le mythe américain est toujours présent.

Même si les Etats-Unis n'ont rien de la "nouvelle Jérusalem" des pères fondateurs, si les pionniers sont fatigués, si le principal créditeur du monde au sortir de la guerre est aujourd'hui criblé de dettes (une facture impayée de 533 milliards de dollars a contraint Bush à revenir sur ses promesses fiscales), une partie du monde a toujours les yeux rivés sur la patrie de Washington. Surtout les peuples de l'ancien empire soviétique. Pour Elise Marienstras, qui a consacré plusieurs ouvrages à la nation américaine et à ses mythes fondateurs (1), "Le système de discours manichéen qu'entretenaient l'un vis-à-vis de l'autre les USA et l'URSS a produit un retournement complet des valeurs officielles du communisme. Rien d'étonnant à ce que, vomissant ce système, il trouve toutes les vertus au pays qui le dénonçait comme l'empire du mal. Le vieux rêve américain irrationnel, l'or qui pave les rues, est encore présent. Mais aussi quelques-uns des mythes fondateurs d'un pays qui s'est toujours institué en modèle perfectible : la défense des institutions démocratiques et des valeurs individuelles. Le mythe identificateur, c'est celui de l'émigrant blanc qui joue des coudes et réussit, même en marchant sur les autres. Et comme beaucoup d'originaires des pays de l'Est ont un vieux fond raciste, la situation des Noirs ou des Indiens ne les concerne pas."

L'Amérique est ressentie comme le pays de la promotion individuelle. Le nickel ramassé sur le trottoir de Rockefeller, le cireur de chaussures qui devient milliardaire, hantent toujours les imaginaires. Ce mythe n'est pas altéré par la pauvreté d'une partie de la population. L'émigrant potentiel qui se perçoit en situation de blocage projette une réussite dans une société où il croit tout possible et, en premier lieu, de faire fortune. D'autant qu'il compte s'appuyer sur le premier des mythes fondateurs : l'émigration. A l'heure où Ellis Island est devenu un musée, le melting-pot a toujours ses adeptes. Temple de la consommation, îlot même relatif de prospérité, sans queue ni famine mais avec de nombreux sans-abri, les Etats-Unis ne sont pas le lieu du dépaysement absolu. Certains des Albanais qui ont fait des pieds et des mains pour atterrir outre-Atlantique ne contestaient pas l'existence de la pauvreté US mais comptaient sur des structures albanaises aux Etats-Unis pour se frayer un chemin. Espoir qui vaut pour les Albanais, mais aussi pour les Polonais, les Lituaniens ou les juifs d'URSS. Même si, comme le note Alexandre Adler, "le choix d'Israël est mieux admis qu'il ne l'était hier", parce que "beaucoup de juifs russes ont pu constater qu'à Brighton Beach, la population ne vivait pas dans l'opulence et que, pour quelques réussites exceptionnelles, la stagnation était générale, les juifs se retrouvaient chauffeurs de taxi et avaient tendance à se prolétariser", il n'en reste pas moins que "ce choix est imposé". Et si l'oncle Sam n'avait pas décidé de fermer brutalement ses portes, la proportion aurait été probablement, comme hier, de neuf départs pour New York contre un pour Haïfa.

Amérique noire, Amérique blanche

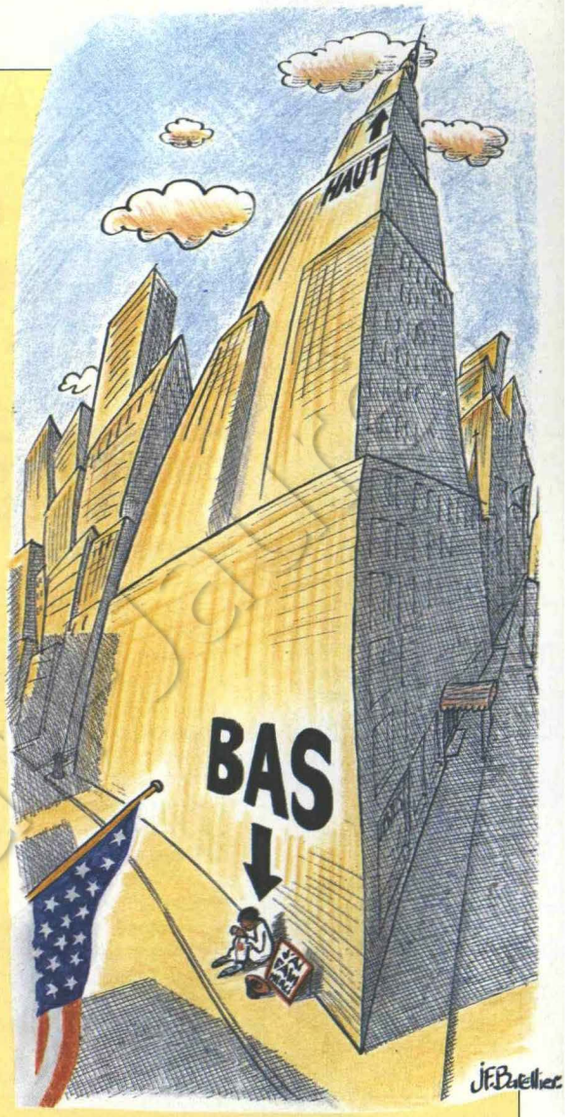
La fin du stalisnisme et l'effondrement du communisme auront privé l'URSS d'abord de toute fonction messianique puis de son rôle d'épouvantail. Deux fonctions qu'assument encore les Etats-Unis. Pour une partie du monde arabo-islamique, les Etats-Unis sont la figure démoniaque d'un Occident exploiteur et corrupteur. Mythe double qui s'appuie sur la réalité d'un "impérialisme bien réel mais mythifié", selon l'expression de Maxime Rodinson, l'action des multinationales et l'exploitation des richesses naturelles de la planète, mais qui sert aussi d'exutoire à d'autres mythes nostalgiques, à d'autres types d'oppression et à d'autres appétits de conquête.

Reste que si cette mythologie passe par des processus d'identification qui font référence pour les uns à l'Amérique blanche, pour les autres, à l'Amérique noire, l'un et l'autre monde participent d'un village planétaire dont l'Amérique semble détenir la clef. Rap, reggae, raï conjuguent la violence de leur message -mais déjà le blues !- avec des rythmes venus d'outre-Atlantique. Le jean se porte avec la même fierté à Alger ou dans les Caraïbes. L'Amérique, grâce à ses supports économiques, mais aussi grâce à la vitalité d'une culture en phase avec la technologie, dont le cosmopolitisme n'est pas le moindre des attraits, a imposé ses modèles.

Quand, dans une tribune libre du "Monde" signée conjointement par A. Carignon, G. Halimi, D. Jamet, qu'on ne peut guère taxer de proaméricanisme, il est question d'Indiana Bush -le jour même de sa publication, le président américain se rapprochera de la position pondérée de François Mitterrand- nous sommes toujours en plein dans la mythologie.

On a un peu vite dit hier que l'URSS et les USA n'étaient plus des superpuissances, effacées qu'ils étaient par la force économique allemande et japonaise. Depuis la crise du Golfe, le discours s'est inversé, la seule puissance militaire confère la superpuissance, dévolue à l'Amérique. Mais, plus que la force de son arsenal militaire, dont les Américains sont contraints de mendier le financement à leurs alliés, c'est son impact culturel et sa capacité à générer des mythes qui assure la supériorité US. Capacité que ni l'Allemagne ni le Japon, mais peut-être l'Europe, seule, pourrait dans l'avenir lui contester. A force de la dire absente, elle finit par apparaître comme un manque, avec des valeurs de solidarité que ne véhiculent pas les Etats-Unis. Une nécessité, en tout cas, si l'on veut éviter un magistère culturel total américain avec tout ce qu'il peut comporter : moins la transformation de la culture en marchandise (refrain connu) que celle de la marchandise en culture. Jean-Luc Godard disait en 1967 que nous étions les enfants de Marx et de Coca-Cola : Coca-Cola, la marque la plus connue sur les cinq continents, siège à Atlanta qui vient de se voir accorder l'organisation des Jeux olympiques contre Athènes, berceau de l'olympisme, pour le centième anniversaire des Jeux. De qui demain serons-nous les enfants ?

B.C.



(1) "Nous le peuple : les origines du nationalisme américain". Editions Gallimard.

les prérogatives du "centre"), un assainissement monétaire radical devant rapidement mener à la convertibilité du rouble et à une réelle intégration de l'URSS dans l'économie mondiale. En résumé, un marché authentique "régulé par l'offre et la demande".

Mais comment acclimater les lois du marché à ce conglomérat de peuples et de régions ankylosés par 70 ans de totalitarisme et d'économie dirigée ? Cette immersion brutale dans les eaux glacées d'un marché, d'autant plus mythifié que ses mécanismes et ses conséquences sont mal maîtrisés, n'est-elle pas grosse de dangers ? Comment, en effet, faire coexister les intérêts contradictoires des plus riches et des plus pauvres ? Comment partager les richesses dans un ensemble où chacun est persuadé d'avoir été exploité par l'autre ? L'irruption de la Russie a profondément modifié les règles du jeu, reléguant au second plan une Baltique qui fait désormais presque figure de bon élève de la classe soviétique. Par la voix de Boris Eltsine, ce n'est pas tant une conception fondementalement différente de la politique qui s'exprime, mais les intérêts bien compris de la première des républiques de l'Union, détentrice non seulement de la plupart des richesses minérales de l'ensemble soviétique, mais aussi d'un potentiel humain d'une richesse exceptionnelle.

Aujourd'hui, le pouvoir présidentiel doit ménager les intérêts de l'ensemble soviétique et les intérêts des républiques, des régions, voire des républiques autonomes. L'introduction du marché peut y aider : il permettra la transparence dans les relations difficiles, voire antagonistes, entre républiques et nations. Mais il n'est pas dépourvu de dangers : la vérité des prix peut frapper durement les plus pauvres, mettant en cause des équilibres sociaux et nationaux déjà précaires alors que l'avenir de l'Union est incertain, menacé de "libanisation", selon Mikhaïl Gorbatchev lui-même. Indépendance totale, association d'un nouveau type, fédération, confédération ? 500 jours pour réussir...

Charles Urjewicz

498 ANS APRES CHRISTOPHE COLOMB

La découverte, la reconquête et l'exposition universelle

Pourquoi le 12 octobre ? Le 12 octobre 1492, anniversaire de la Virgén del pilar, Colomb "découvrait" l'Amérique. Le drapeau des rois catholiques y flottera jusqu'en 1898. Pourquoi la fête ? De Buenos Aires à New York, il y a longtemps qu'on célèbre l'événement, "dia de la hispanidad" ici, et là, "Colombus day".

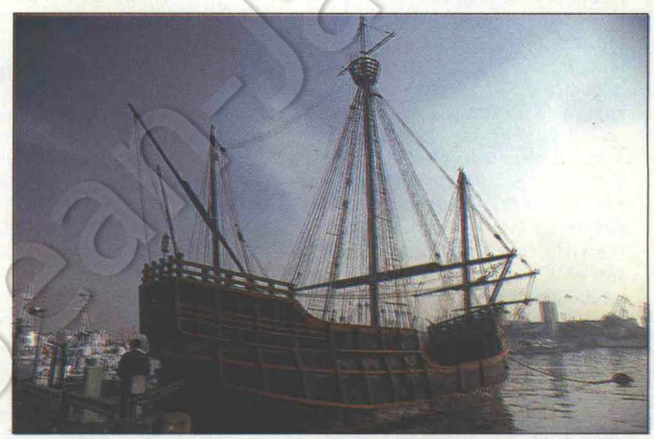
Depuis peu, c'est la fête nationale choisie par l'Espagne démocratique. Le 12 octobre, Madrid retrouve l'Amérique, oublie le 18 juin franquiste. Américaine, espagnole, elle sera dans deux ans universelle. L'exposition de Séville doit, en 1992, rappeler cinq siècles de découvertes, et faire la démonstration universelle du changement espagnol. La France en sera, avec 106 pays.

L'expo est partout. D'Irun à Cadix, il est difficile d'y échapper. Elle est dans les journaux, les livres, la télé, les cinémas et sur l'eau. Le 3 août 1990, le capitaine Santiago Bolivar tentait sans succès de prendre la mer sur une réplique de la "Santa Maria", le bateau de Colomb. Il y parvenait quelques jours plus tard, après avoir consulté la météo. L'incident et sa conclusion révèlent l'ambition. L'Espagne, comme ses voisins, est un Etat démocratique.

Comme ses voisins, elle est membre de l'Alliance atlantique et de la Communauté européenne. Comme ses voisins anglais et français, elle entend capitaliser diplomatiquement, économiquement, une projection culturelle outre-mer. Séville, le 12 octobre, tente de renouer les liens perdus entre les Ibéro-américains et la vieille métropole. Le pari est difficile. Artigas, Bolivar, Marti, O'Higgins, San Martin, les héros de l'indépendance, ont combattu l'Espagne. Imprégnés d'idées libérales françaises, soutenus financièrement par l'Angleterre, investis par les Etats-Unis, ils ont coupé le cordon avec Madrid. La guerre civile espagnole a ravivé l'incompréhension. L'Espagne "illustrée" s'exile au Mexique, en Argentine. L'Espagne officielle est mise à l'index. Seuls Perón, plus tard Pinochet et Castro, entretiendront de bonnes relations avec Franco.

La jeune démocratie espagnole lance très vite des ponts. Les relations diplomatiques avec le Mexique, qui n'a jamais reconnu la dictature, sont rétablies en 1977. La Constitution de 1978 confie au roi "la plus haute représentation (...) dans les relations internationales, en particulier avec les nations de sa communauté historique." Dans une Amérique latine sous la botte, le roi voyage et défend les mérites de la transition espagnole, tranquille et démocratique. Le courant passe. L'Espagne devient une référence. Adolfo Suarez réconcilie Colombiens et Vénézuéliens, Felipe Gonzalez préside le comité Nicaragua de l'Internationale socialiste. La guérilla guatémaltèque négocie avec les autorités près de Madrid. Anglais et Argentins annoncent à Madrid le rétablissement de leurs relations. C'est à un général espagnol que les Nations Unies confient le commandement du groupe d'observateurs déployé en Amérique centrale.

L'économie et la coopération ont suivi plus tardivement. Le volontarisme force les liens. Bien que modestes, ils sont aujourd'hui palpables. Le "Financial Times" y voit une nouvelle "armada" cinglant vers l'Amérique. L'Etat a forgé les instruments d'une politique active : secrétariat d'Etat, agence de coopération, plan annuel de coopération, fonds spécial pour le Ve centenaire. Plusieurs traités de coopération bilatérale encadrent l'effort avec le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique et le Venezuela. Les investissements, longtemps timides, ont fait un bond en 1989. "L'armada"



espagnole a pris le contrôle du téléphone au Chili et partiellement en Argentine. La compagnie Aerolineas Argentinas est passée dans les mains d'Iberia. D'autres projets sont en attente. Ils justifient le grand dessein espagnol. En organisant, à Séville, la grande manifestation commémorant le Ve centenaire du voyage de Colomb, il s'agit aussi de structurer autour de l'Espagne la communauté ibéro-américaine.

Fête universelle ?

Le 31 mai 1976, à Saint-Domingue, le roi inventait l'expo. Le 12 octobre, il pose la première pierre et lance les invitations. "Comme roi d'Espagne, de cette Espagne libre, plurielle et tolérante (...) qui assume son passé pour construire son futur, (je) convoque toutes les communautés autonomes (les régions) d'Espagne et les Etats de la communauté internationale (...) à participer à l'exposition de Séville en 1992. Anniversaire du Ve centenaire du premier voyage en Amérique, cette exposition témoignera de l'extension collective et universelle de l'innovation des cinq derniers siècles. (A Séville), l'Espagne sera l'amphitryon du monde."

Le monde se fait tirer l'oreille. Le rôle de pont que s'attribue l'Espagne ne va pas de soi. Après divers moments d'humeur, les Etats-Unis, l'Italie, Cuba, 104 pays acceptent le défi. Mais la découverte doit se conjuguer au pluriel, devenir rencontre. Certains souhaitent aussi commémorer les conflits, la "légende noire". Les mouvements indiens d'Amérique l'exigent.

En 1987, la France a pris la décision de participer. Seul bâtiment pérenne consacré à "la découverte par le savoir", il a l'audace des constructions destinées à durer. Un comité français, présidé par Michel Vauzelle, vient de se constituer. Il va mettre en valeur le rôle joué par la France chez les Africains qui ont, involontairement, donné une dimension triangulaire à la rencontre Europe-Amérique. Encore faudrait-il que le français soit reconnu langue de l'expo, ce qui n'est pas acquis.

Entre les ambitions de l'Espagne et les réticences, la voie est étroite, pavée d'écueils. Il y a quelques mois, le dramaturge vénézuélien, José Antoni Rial, signait une œuvre, "Cipango", comparant l'expo à "un bordel tenu par une Espagnole dévote de la Vierge du pilier." Chacun tire sur la corde 92.

Mais l'œuf de Colomb inspirera sans doute les uns et les autres, pour donner à l'événement un équilibre préservant l'universalité affichée et souhaitée. Rendez-vous à Séville du 12 avril au 12 octobre 1992.

Jean-Jacques Kourliandsky

Affrontements meurtriers à Jérusalem

Alors que les fidèles des deux religions étaient encore nombreux sur l'esplanade des Mosquées où se côtoient à la fois le Mur des lamentations et la mosquée d'Al-Aqsa, de violents affrontements éclataient entre Israéliens et Palestiniens, le 8 octobre, faisant vingt et un morts et plus de cent blessés par balles parmi les Palestiniens. Interrogé sur ces événements dramatiques lors d'une conférence de presse, à l'issue du sommet franco-italien, François Mitterrand a déclaré : "Nous avons proposé une conférence internationale entre Israël et les Palestiniens. Elle a trouvé une nouvelle actualité comme méthode d'approche pour l'ensemble des problèmes du Proche et du Moyen-Orient." Cette proposition se situe dans le droit fil de la position, maintes fois réaffirmée, du Parti socialiste, qui estime que seul le dialogue permettra d'ouvrir la voie à une solution juste et durable, fondée sur la double reconnaissance du droit d'Israël à exister dans des frontières sûres et reconnues et du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à disposer de structures étatiques.

Le PS et les territoires occupés *(communiqué du BE, 10.10.1990)*

Le PS tient à faire part de sa consternation et de sa profonde inquiétude face à l'explosion de violence et à l'escalade de la répression militaire dans les territoires occupés par Israël, et notamment à Jérusalem-Est. Ces tragiques événements risquent de compliquer très sérieusement l'action entreprise par les Nations Unies et la communauté internationale pour résoudre la situation créée par l'annexion du Koweït. Ils constituent aussi un douloureux rappel de l'urgence et de la nécessité d'obtenir la convocation d'une conférence internationale pour la solution du conflit israëlo-palestinien, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que le PS le demande avec constance depuis des années.

VOTRE COURRIER

C'est d'intégration qu'il s'agit dans ce courrier hebdomadaire : intégration et citoyenneté, intégration des exclus par un meilleur partage du travail. Et de l'Europe à la recherche de son identité.

A l'heure de la construction de l'Europe, la question de l'intégration des étrangers en France constitue, sans doute, l'un des enjeux les plus importants. Comment pouvons-nous bâtir une nation européenne avec des partenaires dont les peuples sont si différents par leurs cultures, leurs mentalités, leurs comportements, si nous ne les comprenons pas ? Sans avoir, au préalable, réussi l'intégration de nos immigrants dont certains ont acquis la nationalité française sans être intégrés à la communauté nationale ?

A moins de rêver au mythe d'une intégration totale, il ne peut s'agir que d'une intégration minimale, facteur d'enrichissement réciproque. En ce sens, l'intégration doit être conçue comme un métissage et ne saurait se confondre avec l'assimilation, résultat d'une intégration totale dont on ne peut mesurer les effets qu'après plusieurs générations.

Dans ce cas, le concept subjectif d'identité nationale, qui se fonde sur le sentiment d'appartenance à une même communauté, pourrait ainsi trouver une nouvelle définition qui s'élargirait, au-delà de ses frontières juridiques, voire raciales ou religieuses, car doit être considérée comme une nation, une population de citoyens, même d'origines différentes, vivant sur le territoire national et unis par le souci et le désir de partager un destin commun.

L'accent serait ainsi mis sur la citoyenneté qui implique la participation collective à la vie de la cité. La citoyenneté, élément politique de l'identité nationale, serait privilégiée par rapport à l'élément juridique (la nationalité), l'affection ou "affectio societatis" (désir de vivre ensemble en partageant un même destin) l'emporterait sur les éléments culturels qui sont évolutifs, dynamiques, transformables et variables selon les époques et les lieux.

La France, en transcendant la conception purement juridique et figée de l'identité nationale pour redécouvrir, deux cents ans après la Révolution, le concept de citoyenneté, a plus d'atouts qu'aucun de ses partenaires européens pour réussir le pari sur l'avenir que représente la construction d'une nation pour l'Europe de demain.

Hubert da Costa Soares - Paris 12e

Le numéro 71 de "Vendredi" fait, enfin, état d'un projet en préparation, avec ce superbe titre : "Réflexions pour le long terme". Nous prenons acte de ce sursaut tardif. Les avis des intellectuels vont être sollicités. Ces supermen feront-ils le bon choix ? Sont-ils capables de descendre au niveau des petits pour mieux les comprendre ? Certes, ils ont des connaissances que nous n'avons pas, sauf peut-être l'irremplaçable réalisme quotidien. Il y a distorsion entre la pensée philosophique et le réel.

La présence oppressante du nombre de chômeurs qui tourne toujours autour de 2.500.000 recensés nous hérisse le poil. Les progrès comportent des aspects positifs, mais leur contrepartie est l'augmentation du chômage. Les époustouflantes progressions technologiques condamnent toujours davantage les métiers traditionnels. La moitié des métiers de l'an 2000 (dans 9 ans) ne sont pas connus. Nous ne savons pas qui pourra les exercer. Bien tardivement, on découvre les graves lacunes de la formation. Tout va vite, trop vite.

Certains secteurs, en pointe il y a 10 ans, sont déjà en voie de saturation ; c'est le cas de l'informatique. Les grands secteurs d'activité qui ont participé aux trente glorieuses ne sont plus créateurs d'emplois. Témoins la sidérurgie, les charbonnages, les chantiers navals, le textile, l'automobile, etc.

Et, depuis 9 ans, avec des moyens dérisoires par rapport à l'incroyable misère visible ou cachée, ce gouvernement essaie de trouver des solutions à la montée croissante des injustices criantes qui découlent directement du chômage. Il faut être concerné pour savoir ce que cela veut dire. De cet inquiétant constat, il résulte que l'emploi doit être recherché ailleurs et surtout partagé. Le tertiaire, les services apparaissent, pour l'instant, les secteurs créateurs d'emplois durables. Chacun connaît la dégradation, l'insuffisance notoire des personnels des grands services de l'Etat que sont l'Education, la Santé, la police, la Sécurité, la Justice, la fonction publique en général, lesquels attendent vainement les moyens qui leur font défaut pour répondre à leur rôle de service public national.

Le bon sens, la logique passent par l'urgent partage du temps de travail. Celui qui reste et qui ira régulièrement en s'amenuisant, puisqu'on ne peut freiner le progrès.

Selon une étude récente, le coût annuel du chômage serait de 350 milliards de francs ! Mais, au-delà de l'argent, il y a l'aspect humanitaire et social (un mot qui nous est cher) qu'il conviendrait de ne plus sous-estimer malgré les mesures déjà appliquées. Et surtout, tout faire pour redonner espoir à notre jeunesse que nous avons énormément déçue.

Redonner le goût de vivre à quantité d'exclus devrait être l'action prioritaire du gouvernement et du Parti socialiste. Tout le monde y trouverait son compte.

Il n'a jamais été dévalorisant de s'inspirer des mesures efficaces prises contre le chômage par nos voisins. La RFA vient de décider de ramener la durée hebdomadaire du travail à 35 heures, sans diminution de salaire.

Jean Monnet, père de l'Europe, Charentais illustre, a eu cette formule : "Etre en avance sur son temps est une preuve de réalisme." N'en sommes-nous pas capables ?

Avant lui, Jean Jaurès s'était exprimé ainsi : "Aller à l'idéal en passant par le réel." L'idéal est une utopie, mais le réel peut très bien s'améliorer. Il faut le vouloir.

Paul Delage - Angoulême (16)

Il est important qu'aucune catégorie sociale ne soit oubliée, mais il est encore plus important d'éviter d'en créer de nouvelles. Exemple : il y a environ 30 ans, la France comptait 3 millions d'agriculteurs ; aujourd'hui, nous sommes moins d'un million, mais il y a 2,5 millions de chômeurs, alors qu'il n'y en avait pas à l'époque.

Certaines de nos régions sont quasiment désertiques, avec quantité de logements inoccupés alors que l'on assiste à une multiplication des sans-abri dans les grandes agglomérations.

Nos forêts brûlent car nous préférons, nous les nantis, brûler du pétrole ou consommer de l'énergie atomique plutôt que d'avoir à faire la corvée de bois, ce qui entretenait nos forêts.

A croire que les technologies d'aujourd'hui, au lieu d'améliorer le bien-être de l'homme, sont employées à le détruire.

Pourquoi payer un RMI à des gens qui ne font rien, plutôt que de donner un revenu décent à des personnes qui produisent quelque chose ? Loin de moi l'idée de ne vouloir rien donner, mais il serait plus sage de donner un travail qui nourrisse plutôt que de donner de quoi manger.

Pouvoir produire est le véritable moyen de retrouver sa dignité ; que cette production soit rentable, là n'est pas le débat. Nous garantissons bien un revenu minimal à nos salariés, eh bien, garantissons un minimum à nos producteurs de matières premières afin d'encourager le retour des sans-travail et des sans-abri dans des lieux un peu plus hospitaliers, qui sont leurs lieux d'origine. Tout comme pour nos immigrés, faisons en sorte qu'ils puissent retourner dans leur patrie d'origine en acceptant de leur payer leurs produits à leur juste valeur, et nous verrons alors que la pollution et tout ce qui en découle se règlera plus facilement et dans l'intérêt général.

Paul-Victor Carmagnolle - Cotignac (83)

Il y a cinquante ans : le statut des juifs

Le 1er octobre 1940, Vichy mit en place un régime discriminatoire : le statut des juifs.

Dans son article 1, la loi décrétait : "Est regardé comme juif pour l'application de la présente loi toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race si son conjoint lui-même est juif."



Cinquante ans plus tard, jour pour jour, un colloque s'est tenu au Sénat sous le patronage du président de la République. Avec la participation de Pierre Arpaillange, Garde des sceaux ; Pierre Dray, premier président de la Cour de cassation ; Pierre Truche, procureur général près de la Cour d'appel de Paris.

Ce statut spécial fut une "infamie", s'est exclamé Robert Badinter. Il constituait un véritable "régime de ségrégation" selon l'expression de Pierre Truche et fut un acte délibéré et volontaire du régime de Vichy et non imposé par l'occupant nazi.

A ceux qui tentent aujourd'hui de réhabiliter le maréchal Pétain, on rappellera le commentaire de Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères, qui participa au conseil des ministres du 1er octobre 1940 : "... C'est le Maréchal qui se montre le plus sévère. Il insiste en particulier pour que la justice et l'enseignement ne contiennent aucun juif".

Le second statut, (2 juin 1941), renforcera les interdictions imposées aux juifs et s'attaquera, comme le rappela Denis Pechanski, aux domaines économiques et financiers.

Cette législation "d'apartheid à la française" permit plus tard à la police française dirigée par René Bousquet et à son représentant en zone occupée, Jean Legay, de procéder aux grandes rafles de juillet 1942. Les actes de ce colloque seront publiés par le "Monde juif" comme l'a été précédemment le volume de documents relatifs au statut des juifs de Vichy.

Arno Klarsfeld

AUJOURD'HUI ETRE PROF C'EST AVOIR LA POSSIBILITE DE TRAVAILLER AVEC DES ENTREPRISES. AUJOURD'HUI ON PEUT ETRE PROF AVEC UNE FORMATION TECHNIQUE. AUJOURD'HUI UN PROF DU SECONDAIRE PEUT ENSEIGNER EN FAC. AUJOURD'HUI LE METIER DE PROF A CHANGE.

Pour enseigner renseignez-vous.

Composez le 36.14 Edutel ou appelez le Ministère, Tél. : 16.1.49 95 44 44.

PROFESSION PROFESSEUR.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Les bons lycées sont-ils les lycées les meilleurs ?



▲ *Lycée Henri IV : on n'intègre que les plus brillants des collégiens.*

Suffit-il de pulvériser les records au bacalauréat ou d'héberger le maximum de classes préparatoires pour être un bon lycée ? Une étude sur les établissements du secteur sud de Paris prouve que les réputations sont souvent trompeuses.

Qu'est-ce qu'un bon lycée ? Ceux qui paradent en tête des palmarès du "Monde de l'éducation" et affichent un nombre record de reçus au bacalauréat sont-ils vraiment les meilleurs ? Bonne question à laquelle une étude, la première du genre, de France Lacour-Millet pour l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP), apporte des réponses éclairantes et... surprenantes. Courageuse, la jeune chercheuse s'est penchée sur les performances des lycées du secteur le plus redoutablement compétitif de France, le sud de Paris, où voisinnent, le moins harmonieusement du monde, des lycées aussi prestigieux que Louis-le-Grand, Henri IV, Fénelon, Montaigne... et d'autres moins connus, tels Rodin ou Lavoisier, dans un contexte de compétition sauvage.

Chiffres à l'appui, l'enquête de France Lacour-Millet prouve que le bon lycée n'est pas toujours celui qu'on croit. La théorie d'abord : dans le système éducatif français tous les établissements scolaires sont de même niveau, offrent le même enseignement et ouvrent le même éventail de débouchés. Dans les faits, la situation est notablement différente. Et les familles ne s'y trompent pas, qui adoptent les stratégies les plus variées : fausses adresses, location de chambres de bonnes dans le secteur souhaité, vocation pour la langue rare enseignée dans le seul établissement désiré.... La desectorisation, qui atteint maintenant la moitié des collèges et un lycée sur cinq, n'a fait que confirmer ce que les sociologues observent depuis des années (1). Aujourd'hui, si les hiérarchies ne sont pas affichées, elles sont claires dans l'esprit des parents. Reste à savoir si elles sont justifiées.

L'idée de départ de l'enquête est tellement simple que personne n'y avait encore pensé. On dispose actuellement d'une seule mesure, qui vaut ce qu'elle vaut, mais a au moins le mérite d'exister, du niveau des élèves à leur entrée au lycée : leurs résultats au brevet des collèges. France Lacour-Millet a classé les enfants en fonction de leurs notes aux épreuves écrites (session 1986) en dix catégories et suivi leur parcours scolaire jusqu'à la terminale, en les comparant à leurs performances de départ.

Première observation : certains établissements sélectionnent, d'autres non. Dans la première catégorie, la palme revient sans conteste à Louis-le-Grand qui n'intègre que les plus brillants des collégiens. Même politique à Henri IV et, de façon moins marquée, à Claude-Monet et Fénelon. Recette : on trie les meilleurs à l'entrée... et on obtient les meilleurs à la sortie.



Les meilleurs, rien que les meilleurs

Seconde catégorie de lycées, ceux qui acceptent les élèves sans distinction de niveau, y compris ceux qui, à cause des pratiques de leurs voisins, ne récupèrent que des élèves aux résultats médiocres, voire faibles, Rodin notamment. Or, poursuit l'étude, la moyenne des élèves, deux ans plus tard, en terminale, est supérieure, quel que soit l'établissement, de 5 à 9 points à celle qu'ils avaient à l'entrée en seconde. L'étude s'arrête provisoirement là. Mais si l'on continue à suivre les cohortes jusqu'au bac, il s'avère que les écarts ont plutôt tendance à se combler. Certes, Louis-le-Grand et Henri IV frôlent les 100% de reçus au bac dans toutes les séries. Mais Rodin tourne entre 80 et 89% et Lavoisier dépasse les 90% en A comme en C (2). Si l'on rapporte les résultats de la population entrant en seconde à leur itinéraire jusqu'au bac, Lavoisier sort grand vainqueur. Le petit lycée méconnu du Ve arrondissement devance de loin des concurrents prestigieux de La Montagne-Sainte-Geneviève en termes de valeur ajoutée. Au même examen, Louis-le-Grand se classe bon dernier. Alors, dans un système éducatif démocratique, qui remplit le mieux sa mission ? Qui apporte un plus réel ? Celui qui fait réussir des élèves triés sur le volet ou celui qui s'attache à faire réussir d'autres pour lesquels le succès n'était pas acquis ? La réponse est dans la question. Une réponse qui rejoint la boutade récente d'un proviseur du Quartier latin : "Ma principale réussite ? Avoir, en sept ans, fait tomber à 80% la proportion des reçus au bac de mon établissement". A bon entendeur...

P.J.

(1) Voir en particulier "Le Choix du lycée", de Robert Ballion et Françoise Œuvrard. Interview dans "Vendredi" n° 58, du 4 mai 1990.
(2) Source : "Le Monde de l'éducation", mars 1990.

Philippe Raynaud, Paul Thibaud : "La Fin de l'école républicaine" (1)
Laurence Cornu, Jean-Claude Pompougnac, Joël Roman : "Le Barbare et l'écolier" (2)



L'école n'a jamais cessé d'être un enjeu décisif. Aujourd'hui moins que jamais. Mais en connaît-on d'une manière certaine la fonction et le mode d'emploi ? C'est ce que se demandent, dans deux livres passionnants, cinq enseignants et chercheurs qui partagent la même interrogation, mâtinée d'inquiétude, sur le fonctionnement actuel de notre système éducatif et de son adéquation à venir.



Le problème posé par les uns (1) est celui de l'enseignement de masse : comment concilier la démocratisation de l'école -au nom de l'égalité- et l'efficacité économique, elle-même gage de la survie de la culture ? Les autres (2) plaident pour une réduction du nombre des missions confiées à l'école. "Demandons-lui moins, elle s'en acquittera mieux", et relèvent pareillement que notre école est soumise à des attentes contradictoires. Les uns et les autres demandent qu'on lui fixe un cap.

Calmann-Lévy, 242 p. chaque volume, 110 F.

Les organisations non gouvernementales face au Sida

8 millions de personnes infectées dans le monde. Moins de 35% de malades traités dans le pays le plus avancé, les Etats-Unis, des recherches épidémiologiques qui ne font que peu avancer nos connaissances des comportements. Tel est le bilan, plutôt pessimiste, que dresse le docteur Jonathan Mann, ancien directeur du programme de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé.

La deuxième conférence internationale des ONG se tiendra du 1er au 4 novembre, à Paris. Près de 50 pays seront représentés. A l'ordre du jour : l'accès aux traitements, particulièrement difficile dans les pays en voie de développement, l'éducation et la prévention, la discrimination et l'exclusion, le rôle des ONG... La conférence sera précédée les 30 et 31 octobre d'un colloque de la Croix-rouge.

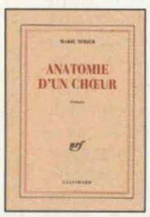
P.J.

Vert de gris

On doutait déjà de la solidité des convictions politiques d'Antoine Waechter lorsqu'il était candidat à la présidence. Mais depuis dimanche dernier, c'est un fait, elles sont nulles ! Il a, en effet, laissé ses fidèles adopter un texte selon lequel le candidat de leur mouvement se maintiendra au second tour, au risque de faire élire un représentant du Front national. La "discipline républicaine" ? Antoine s'en moque, comme de sa première chemise.
Et si les électeurs l'envoyaient se rhabiller au prochain scrutin...

J.R.

Marie Nimier :
"Anatomie d'un chœur"



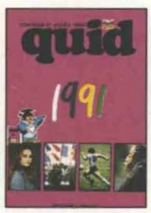
Etant donné l'exiguïté de cette rubrique, tous les titres qui y figurent appartiennent à la catégorie "recommandé" (voire vivement). Il serait donc inimaginable que le nouveau roman de Marie Nimier n'y figure pas. En trois titres seulement, celle-ci a su établir une écriture, un ton, une connivence. Sans doute pour longtemps s'il n'en tient qu'au plaisir pris chaque fois par le lecteur.
"Anatomie d'un chœur" c'est, dans le huis-clos des quatre-vingts choristes de l'église Saint-Léonard, une comédie de mœurs, un jeu d'intrigues bien ficelé et, plus encore, bien conduit. Finesse et alacrité : voici le récit des répétitions de la "Marche funèbre pour la Mort d'un Nénuphar" de Charles-Valentin Alkan, celui-là même qui mourut écrasé par sa bibliothèque alors qu'il essayait d'y atteindre un volume du Talmud. Verve piquante : le récit est souvent culotté. Parfois même déculotté, mais juste assez et techniquement comme il faut.
Gallimard, 244 p., 80 F.

Ramón Sender :
"Requiem pour un paysan espagnol"



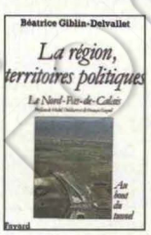
Sans faire de réserve sur la traduction qui nous en est ici donnée, on aimerait lire ce roman dans le texte même pour ne rien perdre du supplément d'âpreté que lui donne sa langue d'origine. Ramón Sender était Aragonais : un homme dur, un écrivain exigeant, un militant intransigeant. Intellectuel engagé, marqué au plus profond par la guerre d'Espagne qu'il n'a cessé de raconter dans une œuvre extrêmement prolixe.
Ce livre est également bref, dense et dur. Et sec. On pense à ce "cante hondo" venu des entrailles de la mémoire ibérique par lequel s'exprime comme avec détachement et aussi la douleur la plus vive, l'âme espagnole. D'ailleurs, un tel "romance" revient de page en page au fur et à mesure que le vieux prêtre se remémore pitoyablement la trop brève existence de Paco del Molino.
Actes Sud-Babel, 114 p., 33 F.

"Quid 1991"



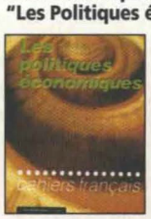
Vingt-septième édition du "Quid". Cette encyclopédie thématique touche à présent les dividendes de son ancienneté et signifie référence. Autour de Dominique et Michèle Fremy, vingt collaborateurs travaillent sur sa constante mise à jour, sans parler de quelque dix mille informateurs. Le succès est au bout : l'édition de 1963 avait été tirée à 40.000 exemplaires, celle-ci à 490.000 !
Nouveautés de l'année : augmentation du format, du volume des informations (trente millions de signes) et introduction d'une couleur dans le texte. Impossible dans ces conditions d'ignorer quels sont les médicaments les plus vendus dans le monde ; que faire quand on est pris dans une baïne ou ce que sont le Saga et le SMAL. Index de 70.000 mots.
Laffont, 2.016 p., 219 F.

Béatrice Giblin-Delvallet :
"La Région, territoires politiques. Le Nord-Pas-de-Calais"



Un beau livre. Nouveau dans sa démarche. Intéressant pour ses analyses et les développements inédits qu'elles amènent. En préface, François Goguel n'hésite pas à établir un parallèle avec -il y a trois quarts de siècle- le "Tableau politique de la France de l'Ouest" d'André Siegfried. Béatrice Giblin-Delvallet est géographe. Comme bon nombre de chercheurs (Yves Lacoste et ceux qu'il rassemble), elle éprouve la nécessité de faire sortir ses investigations du champ ordinaire où elles se trouvent confinées.
Application à la région Nord-Pas-de-Calais. Elle traverse un basculement économique complet : de la disparition des activités économiques traditionnelles au pari sur l'avenir engagé grâce à une situation géographique exceptionnelle-ment favorable. Dans ce repositionnement, au moment de la redéfinition des enjeux, de la prise des décisions, quelle a été la réelle emprise sur les faits de la classe politique régionale ? De ces élus, quels ont été les réflexes, les motivations, les choix, le poids réel ? Bref, de la géopolitique interne. Nouvelle et très informative.
Fayard, 454 p., 195 F.

Jean-Yves Capul :
"Les Politiques économiques"



Pour l'auteur, "les années 80 n'auront pas marqué le triomphe des politiques économiques". Il apparaît, selon lui, que les politiques budgétaires ont perdu le rôle d'instrument privilégié qui était le leur jusqu'aux années 70. En revanche, la politique monétaire, et plus précisément le maniement des taux d'intérêt, sont devenus les instruments utilisés.
Quatre axes d'analyse : 1) les politiques économiques des années 80 et leurs fondements théoriques ; 2) les politiques économiques (Etats-Unis, Japon, RFA, France et Royaume-Uni) ; 3) les instruments de la politique économique ; 4) la coordination des politiques économiques.
Documentation française, "Cahiers français" n° 245, 100 p., 50 F.

Maria Callas :
"D'art et d'amour"



16 septembre 1977. Treize ans que Callas est morte. Parfois on dit : treize ans déjà. Ou au contraire : treize ans seulement. Mais c'est pour d'autres ; pas pour Maria Callas. Pour elle, on ne sait plus s'il y a davantage ou moins que treize ans. Le propre du mythe est de se placer en dehors des décomptes du temps. Seuls parviennent à les abolir les enregistrements de sa voix.
Ses enregistrements, on les connaît pratiquement tous. Théoriquement, Callas n'a plus rien à nous donner : tout a été publié depuis longtemps. Les nouveaux disques sont donc du fétichisme (suscité par un marketing approprié) diront les ricaneurs ! Que non ! C'est que, chez celui qui écoute, la voix de Callas rejoint toujours et spontanément sa voix intérieure et lui apporte sa propre révélation. Dans cet album, pourtant, un inédit : le duo du Nil "d'Aïda", avec Franco Corelli.
EMI, 2 CD, 541032, 134' 54", env. 200 F.

Haendel :
"Le Messie"

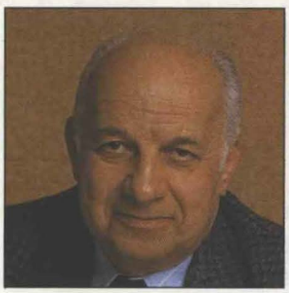


Mozart avait entendu deux fois seulement "Le Messie" de Haendel lorsqu'il lui fut demandé de le réinstrumenter. C'était alors (1789) de pratique courante et nullement sacrilège. D'ailleurs, Mozart admirait trop Haendel pour ne pas lui être scrupuleusement fidèle. Haendel revisité par Mozart : le résultat ouvre évidemment un horizon entièrement neuf. Ce mariage de deux esthétiques gagne sur tous les tableaux. Mozart ne touche à rien de l'architecture ni de la mélodie, mais il affûte, il allège, il affine.
C'est cette version, moins teutonne que l'original, qui a été choisie par Michel Corboz à la tête de l'Ensemble instrumental de Lausanne. La qualité de ses pupitres, notamment des instruments à vent, fait merveille avec la réécriture de Mozart. Haendel en est tout transformé.
Erato, 2 CD, 45497, 2 h 10', env. 250 F.

Sélection établie par Jacques Garat

BLOC - NOTES

Claude Estier



2 octobre

Les journalistes sont pris à contrepied par ce remaniement ministériel qu'ils ont annoncé tout l'été mais qu'ils n'attendaient pas ce soir. Pierre Arpaillange, venu dans l'après-midi défendre un dernier texte au Sénat, m'informe lui-même de son départ. Je le sens un peu triste mais soulagé après deux ans et demi d'une activité ministérielle qui ne fut pas de tout repos. J'adresse mes vœux à Louis Mermaz, qui n'aura pas non plus un terrain facile à l'Agriculture, en commençant par des débats, la semaine prochaine, au Sénat puis à l'Assemblée nationale où l'on peut s'attendre à ce que la droite fasse assaut de démagogie. J'ai peu à dire sur le reste, sinon pour déplorer qu'Edith Cresson ait été placée dans la situation d'avoir à quitter le gouvernement. Ce n'était un secret pour personne qu'elle s'y sentait impuissante, mais j'imagine que le président de la République n'est pas heureux d'avoir dû laisser partir une femme de sa trempe.

3 octobre

Moins de onze mois se seront écoulés entre la chute du mur de Berlin et l'unification officielle de l'Allemagne. Cette formidable accélération de l'histoire a pris tout le monde au dépourvu. Mais pourquoi faut-il qu'aujourd'hui la réaction dominante en France -dans la presse et dans certains milieux politiques- soit celle de la peur de cette grande Allemagne ? Certes, il y a le poids du passé, le souvenir du nazisme et du génocide juif qui ne doivent jamais être oubliés. Mais cessons une fois pour toutes d'assimiler les Allemands d'aujourd'hui à ceux des années 30 et 40. L'Allemagne n'est plus une puissance militaire et manifeste clairement qu'elle n'a plus envie de l'être. Et s'il est vrai que ses ambitions sont grandes au plan économique et financier, les atouts que possède la France devraient la libérer de tout complexe. D'autant que le coût de l'absorption de la RDA -beaucoup plus élevé que ne l'avait prévu le chancelier Kohl- freinera lesdites ambitions pendant plusieurs années au moins.

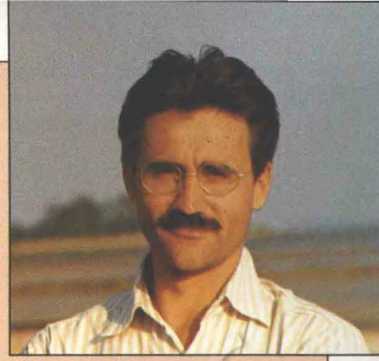
4 octobre

Le consensus sur la crise du Golfe commencerait-il à peser aux dirigeants de l'opposition ? Jacques Chirac, devant les députés RPR, déclare qu'il regrette d'avoir approuvé "sous le coup de l'émotion" les mesures décidées par le président de la République après l'agression contre la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït. Dans un duo inoubliable avec Giscard d'Estaing, Chirac avait estimé ces mesures "justifiées". Mais il faut comprendre aujourd'hui que c'est seulement parce qu'il était "ému". Cette pirouette n'est pas de nature à améliorer l'image du président du RPR aux yeux des Français, dont plusieurs sondages nous apprennent en même temps qu'ils n'ont jamais été aussi nombreux à faire confiance à François Mitterrand.
(Trois jours plus tard, Jacques Chirac, qui lit aussi les sondages, confiera au "Journal du Dimanche" que ses regrets ne portaient pas sur son approbation des décisions prises, mais sur la forme sous laquelle il les avait exprimées en tandem avec V.G.E. On comprend mieux, mais tout cela n'est pas très sérieux).

7 octobre

Bavure policière ou pas, la mort d'un jeune homme à Vaulx-en-Velin a mis le feu aux poudres dans cette cité-dortoir de la banlieue lyonnaise où sont réunis, depuis longtemps, tous les ingrédients de l'explosion : cités HLM délabrées, forte concentration d'immigrés, pourcentage élevé de jeunes chômeurs désœuvrés. Le déroulement des événements de samedi soir prouve certes que des provocateurs ont attisé le feu. La question de fond demeure : la vie dans ces quartiers de haute insécurité est devenue insupportable. Je sais que c'est une des préoccupations prioritaires du Parti socialiste comme du gouvernement. Mais il ne suffit plus d'en parler. L'avertissement de Vaulx-en-Velin rappelle qu'il faut agir très vite en y mettant les moyens nécessaires, en particulier dans le domaine de l'habitat.

ANDRE COMTE-SPONVILLE



Philosophe dans une époque qui en produit peu, s'adressant au plus grand nombre quand ses confrères s'enferment dans des cénacles, André Comte-Sponville (1) est d'abord un moraliste. Apologie de la sagesse et du désespoir.

"Vendredi". A quoi sert la philosophie ?

André Comte-Sponville. A penser et à vivre. Tout le monde a besoin de penser pour vivre mieux. Notre époque souffre d'un trop plein d'universitaires, de sophistes et, en même temps, d'une carence cruelle de vrais philosophes, qui essayent de penser leur vie et de vivre leur pensée. La philosophie a perdu son authenticité. Depuis les Grecs, elle était un art de penser qui débouchait sur un art de vivre. Au XXe siècle, elle a cessé d'être la quête d'une sagesse.

A l'origine du bonheur, il y a, dites-vous, le désespoir. Etrange paradoxe. Expliquez-vous.

Le désespoir n'est pas l'extrême tristesse mais le degré zéro de l'espérance. Loin d'être accablement, il est le lieu de la vie dans son maximum de lucidité, d'intensité. L'espérance empêche de vivre alors que la volonté est action, plénitude. Autrement dit, il s'agit d'espérer un peu moins et de vouloir un peu plus.

Après mon premier livre, un psychiatre m'a écrit qu'en tant que thérapeute, il observait que l'espérance est la principale cause de suicide. Pourquoi ? On se suicide quand on est déçu, quand les espérances qu'on a ne sont pas satisfaites ou ne peuvent pas l'être. L'espérance est cet écran imaginaire que nous ne cessons de mettre entre le réel et nous, entre le présent et nous, entre la vie et nous. C'est là un des maux qui pèsent le plus lourd dans l'histoire de la pensée humaine.

Ce désespoir est-il conciliable avec la politique qui est avant tout espoir d'atteindre des idéaux ?

Là est sa dimension d'aliénation. On n'espère que ce qui ne dépend pas de nous, le beau temps pour demain ou la victoire aux prochaines élections. Du fait que militer dépend de moi, mais que la victoire n'en dépend que de manière infime, en politique, je suis toujours confronté à une forme d'attente. Le militant ne milite pas parce qu'il espère. Des tas de gens espèrent aussi la victoire qui ne militent pas : les sympathisants. Il existe aussi des militants qui militent alors même qu'ils n'espèrent pas.

Vous espérez plus de justice, j'espère plus de justice. Tout le monde l'espère. Qu'est-ce que ça change ? Rien. Faire de la politique, ce n'est pas espérer la justice, c'est faire quelque chose pour la justice. Non pas passer ses soirées à rêver aux lendemains qui chantent mais ses matinées à distribuer des tracts.

Que pensez-vous du désespoir ambiant, proche plutôt du nihilisme, qui n'est pas celui que vous souhaitez ?

Les idéologies dans leur dimension messianique ont échoué. C'est clair pour tout ce qui a nourri notre jeunesse gauchiste, communiste ou socialiste. Chacun commence à comprendre que l'utopie, qui n'est que le triomphe de l'espérance en politique, est non seulement irréalisable mais dangereuse. Le stalinisme était un optimisme. Sa chute met du plomb dans l'aile de tous les optimismes. Comme disait Aragon à la fin de sa vie, et il était particulièrement bien placé pour le savoir :"Méfiez-vous des optimistes de décision, ce sont des êtres d'une méchanceté tapageuse".

Mais cette défaite des espérances messianiques ne nous a pas appris à vouloir. Il ne s'agit pas d'inventer de nouvelles utopies. Pour les intellectuels comme pour les politiques, la volonté est la grande valeur à réinvestir. Ce qui commence à se faire : le discours socialiste cherche aujourd'hui une politique de la volonté, pas volontariste au sens où le volontarisme est une volonté qui ne tient pas compte du réel, qui cesse d'espérer les lendemains qui chantent pour agir dans le présent.

Quel regard portez-vous sur le socialisme français d'aujourd'hui ?

Il est dans une phase difficile, obligé de se coltiner avec sa vraie fonction qui n'est pas de gestion mais pas non plus de rêve. Entre l'utopie aux mains propres, mais qui n'a pas de mains, et la gestion aux mains sales compromises dans les aléas des difficultés quotidiennes, il y a place pour une transformation effective et effectuée de la société. Deux lois, l'une votée sous un gouvernement de droite, l'autre de gauche, ont induit de vraies transformations : la loi Veil sur l'avortement et le RMI. Le choix, pour un homme de gauche, n'est pas gestion ou transformation mais gestion seule ou gestion plus transformation.

N'est-ce pas un peu démobilisateur ?

Mais non. Il est vrai que l'abîme entre l'infini de ce qu'on espérait, ce qu'on a investi comme fantasmes autour du changement politique de 1968 à 1981, et la finitude stricte de ce qu'on a fait est tel que beaucoup ont le sentiment d'avoir été floués. Les gens, constatant que la vie ne cesse de décevoir leurs espérances, reprochent à la vie de ne pas être à la hauteur. Mais alors ce n'est pas nécessairement la vie qui a tort, c'est peut-être nos espérances qui, dès le départ, étaient infondées. Je dirai la même chose de la politique. Si la politique réelle n'a pas été à la hauteur de nos espérances, ce n'est pas qu'elle est mauvaise, c'est que nos espérances étaient infondées.

En revient-on à l'individualisme ?

A la solitude. Quand on lit la correspondance de Flaubert, le "Journal" de Pavese, qu'on s'interroge sur la biographie de tel individu qu'on aime, on comprend que les enjeux politiques ne sont pas l'essentiel. Sauf dans les moments de crise. Alors, oui, en 1940-45, en 68, la politique était l'essentiel. Mais ces moments ne sont pas le pain quotidien de la politique. Autant il aurait été fou en 1789 de se dire : "La politique m'importe peu, je me consacre à la littérature ou à mes enfants", autant la plupart du temps la politique n'est pas l'essentiel. Comme disait Hegel : "Dans l'histoire des peuples, les moments heureux sont des pages blanches". La France vit un moment assez heureux. Ce qui offre à chacun cette chance extrême de savoir que ses histoires d'amour, ses rapports avec ses enfants, ses amis, les livres qu'il écrit, sont plus importants pour lui en ce moment-là que le résultat des prochaines élections. Et, loin de s'en culpabiliser, je crois qu'il faut s'en réjouir.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Auteur de "Vivre, traité du désespoir et de la béatitude" et "Une éducation philosophique", Puf.



300 abonnements souscrits pour tout le mois de septembre et **déjà plus de 750 pour les 8 premiers jours d'octobre**. On dirait bien que le mouvement est lancé et que nos appels commencent à être entendus. Ce n'est qu'un début et il vous sera sûrement difficile de maintenir ce rythme. C'est pourtant la condition du développement de "Vendredi". Croyez-vous possible de convaincre avec deux ou trois tracts distribués au moment où les boites aux lettres sont débordantes ? Non, bien sûr ! C'est jour après jour ou, au moins, semaine après semaine, qu'il nous faut expliquer nos positions, motiver nos choix, éclairer notre vision de l'avenir. C'est en comprenant nos nuances que nos concitoyens continueront à nous choisir ou accepteront de nous rejoindre. Ce travail d'information, d'explication, est une des premières responsabilités de notre Parti. C'est pour cela que le développement de "Vendredi" vous concerne. De notre côté, nous allons continuer à le faire progresser, augmenter sa pagination, améliorer son illustration, moderniser sa maquette, bref, le rendre plus digeste tout en lui conservant ce ton qui fait sa crédibilité. De votre coté, nous attendons que vous vendiez des abonnements. C'est vous qui pouvez le faire.

Abonnez-les !

Vendredi **BULLETIN D'ABONNEMENT**

à renvoyer à : "Vendredi"
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom .....Prénom .....
Adresse : N° .....Rue : .....
.....
Commune .....
Code postal |_|_|_|_|_|
Bureau distributeur .....

Ci-joint paiement pour : |_| abonnements à 200 F = ...
|_| abonnements de soutien à 500 F = ...
Soit au total : .....F

Pour toute correspondance, joindre votre bande adresse.

Ref. section |_|_|_|_|_|

australie

AVENIR

Il y a enfin un mot que tous les Européens peuvent comprendre.

Coll. Fondation Jean Jaurès

AVENIR
AVENIR
AVENIR

LE PREMIER AFFICHEUR EUROPÉEN.

AVENIR HAVAS MEDIA - 114, rue Galliéni - 92100 Boulogne-Billancourt
BP 417 - 92103 Boulogne-Billancourt Cedex - Tél. : 47.12.20.20 - Fax : 47.12.20.99 - Télex : 633 262